Marché, bureaucratie, formes de la domination politique. Une économie politique weberienne

François Bafoil

▶ **To cite this version:**

François Bafoil. Marché, bureaucratie, formes de la domination politique. Une économie politique weberienne. Questions de recherche/Research in question, 2010. hal-03569781

HAL Id: hal-03569781

https://sciencespo.hal.science/hal-03569781

Submitted on 13 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Questions de Recherche / Research in Question

N° 31 – Avril 2010

Marché, bureaucratie, formes de la domination politique

Une économie politique weberienne

François Bafoil

Centre d'études et de recherches internationales

Sciences Po

Marché, bureaucratie, formes de la domination politique

Une économie politique weberienne

Résumé

D'une manière générale, l'économie politique peut être définie notamment comme l'analyse des relations d'échanges économiques et politiques propres à des groupes sociaux particuliers, inscrits dans des contextes historiques donnés. La force de l'approche weberienne tient à la mise en valeur des orientations subjectives qui fondent ces échanges et qui renvoient à des « types d'homme », expressifs d'une période historique particulière. Cette étude analyse et compare les écarts que révèlent certains traits de l'économie capitaliste de marché et de l'économie communiste de type soviétique par rapport aux idéaux-types du marché, de la bureaucratie et des formes de la domination politique. Elle insiste notamment sur les figures « hybrides » du charisme et de la « bureaucratie patrimoniale ».

Abstract

From a broad perspective, political economy analyses economic and political exchanges proper to some social groups, embedded in particular historical periods. The great innovation of Max Weber's analysis is to highlight the intersubjective orientations that support these exchanges and characterize a particular period of history. This study firstly compares different features between free market economy and the soviet-type economy. Secondly, it measures their difference in accordance to the "ideal type" of "market", bureaucracy" and "forms of domination". Finally, it insists on the particular "hybrid" figures of "charisma" and "patrimonial bureaucracy".

François Bafoil est sociologue, directeur de recherche au CNRS/CERI/Sciences Po. Après avoir analysé les évolutions communistes et les transformations post-communistes en Europe centrale et orientale, il se penche aujourd'hui sur la comparaison des développements en Europe et en Asie du Sud-Est. Il développe au sein du CERI, en relation avec la DATAR, un groupe de recherche qui travaille sur les politiques de la cohésion et des territoires en Europe. Il enseigne au campus Europe centrale et orientale de Sciences Po (Dijon) et au Master of Public Affairs de Sciences Po (Paris). Derniers ouvrages parus : *Europe centrale et orientale. Globalisation, européanisation et changement social,* Paris, Presses de Sciences Po, 2006 (trad. anglaise, Palgrave MacMillan, 2009 ; trad. chinoise, CASS, 2010). Il a dirigé *La Pologne*, Paris, Fayard, 2007. Et co-dirigé, avec Timm Beichelt, *L'européanisation d'Ouest en Est*, Paris, L'Harmattan, 2008, et avec Ayhan Kaya, *Regionalization in Europe and in Turkey*, Istanbul, Bilgi University Press, 2010 (traduction turque).

Sommaire

Introduction : Qu'est ce que l'économie politique ? 4

Intentionnalité subjective, sens co-visé et « armistices sociaux » 4

I. La méthode. Comparaison et idéal-type 6

Les structures d'action. Structures de sens et structure de pouvoir 7

II. Le Marché 9

II.1. La rationalisation des images du monde 10

II.2. Ethique et capitalisme 12

II.3. Le marché, le grand expropriateur 13

III. Economie de marché capitaliste et économie de commandement. Une comparaison 14

III.1. Economie de marché, économie de commandement. Les ordres de la rationalité 15

III.2. Le communisme ou l'économie planifiée 17

La triple irrationalité 18

Critique de la justification autolégitimatrice 19

La régression historique 19

La confusion des deux éthiques 20

IV. La bureaucratie patrimoniale 22

IV.1. Rationalisation et domination de la machine. Marx et Weber 23

IV.2. L'ordre bureaucratique. Groupements et statuts 24

V. L'ordre des diplômes et de la promotion sociale, un aspect de la transition post-communiste 25

V.1. Le paradoxe du changement dans les entreprises en 1989 26

V.2. Qui sont les perdants ? 28

VI. Les formes de la domination politique 29

VI.1. L'ordre traditionnel 30

VI.2. La domination charismatique 30

VI.3. La domination légale-rationnelle 31

VI.4. Croissance et dégradation des ordres économiques, sociaux et politiques 32

Conclusion 33

Bibliographie 35

Introduction : qu'est ce que l'économie politique ?

Intentionnalité subjective, sens co-visé et « armistices sociaux »

Dans le cadre d'une réflexion sur l'économie politique, la grande puissance heuristique des travaux de Max Weber est sans aucun doute d'avoir rattaché l'examen des équilibres macro-sociaux à celui des dynamiques intentionnelles qui sous-tendent la formation et l'extension des différents marchés d'échange. A coup sûr, son originalité tient à la saisie de l'intentionnalité subjective qui caractérise les comportements, dont les systèmes économiques et politiques dans lesquels ces derniers interagissent portent la trace. Différemment orientées selon les milieux sociaux et les types d'échanges, ces dynamiques d'intentionnalité renvoient aux sphères de l'affectivité, de la valeur, ou encore de la raison. C'est la compréhension de leur développement au sein d'institutions particulières qui permet, à son tour, de saisir l'assise dont jouissent les détenteurs de l'autorité, en termes de fidélité, de croyances, de savoir. Autrement dit, les catégories du politique – celles du patrimonialisme, du charisme et de la règle légale – mais aussi les catégories du marché – celles de la sphère domestique, de la maison ou de l'entreprise capitaliste – et celles de la bureaucratie – légale ou encore patrimoniale – toutes ces catégories ne se comprennent qu'adossées aux dynamiques d'intentionnalités intersubjectives qui les fondent et qu'elles confortent. Admettre ce qui précède, c'est admettre les cinq constats suivants que cette étude va s'efforcer d'approfondir.

Un marché particulier – propre à un groupe social, à un territoire ou encore à une période historique particulière – est un ensemble plus ou moins cohérent d'échanges de biens et de pouvoirs structuré par un type donné d'orientation intersubjective. Il est question ici de rationalité de l'action dont on pose qu'elle est située, c'est-à-dire inscrite dans un réseau d'échanges, propre à un lieu particulier (la maison, l'entreprise, le bureau), expressive d'un ordre politique donné, dans un temps circonscrit. La rationalité renvoie donc à un groupe social. Par extension, chaque type de marché est expressif de l'émergence d'un « type d'homme »[1].

Au sein de la pluralité des marchés, le marché capitaliste représente la forme la plus élevée d'un certain point de vue, mais seulement d'un seul : celui de l'efficacité matérielle que rend possible la mise en œuvre de la rationalité en finalité formelle. En visant la recherche du profit, selon une orientation intersubjective qui ne doit rien au sentiment ni à une quelconque valeur affective, l'économie rationnelle poursuit une fin unique : la recherche (non pas l'appât) du profit. Dans ce but, elle agence de manière optimale les moyens à disposition pour en obtenir l'effet le plus grand. Dans ce processus où se combinent la rationalité en finalité formelle et la rationalisation technique (celle de l'agencement optimal des moyens pour le plus grand effet possible), il n'y a aucune idée de progrès par rapport aux autres types de rationalité référables aux autres marchés (domestique par exemple, ou villageois, caractérisés par le troc ou par le don). Il y a seulement la notion d'une efficacité technique plus grande.

Pour cette raison, la rationalisation qu'exprime cette recherche plus élevée de l'efficience, n'est le signe ni d'une amélioration morale, ni d'un plus grand bonheur, seulement d'une étape supérieure dans la mise en ordre technique du monde. Elle suppose seulement encore plus de violence et de

1. Wilhelm Hennis, *La problématique de Max Weber*, Paris, PUF, 1996.

conflits pour advenir ; plus de règles pour pacifier le champ de luttes qu'est devenue la société ; plus d'institutions pour domestiquer les comportements encore plus réticents qu'auparavant. Plus de techniques de pouvoir ; plus d'exercice de la force ; plus de résistance et finalement plus de précarité au sein même des institutions partagées qui sont autant d'« armistices sociaux[2] », aux équilibres incertains. En cela, la rationalisation est indissociablement liée à la double dynamique d'institutionnalisation et de bureaucratisation qui enserre, contrôle et valide les comportements.

Du fait de ces tensions croissantes accumulées, et loin de témoigner d'un processus de rationalisation de toutes ses composantes, chaque marché historiquement situé inclut différents héritages. Chacun d'entre eux mêle une vaste complexité de groupes sociaux hétérogènes et d'échanges souvent non ajustés, auxquels correspondent des formes d'autorité non conformes au type d'homme postulé. L'histoire n'est pas l'étude des idéaux-types, déliés de toute réalité. Elle est bien davantage l'analyse des différences que la réalité révèle par rapport à ces idéaux-types, comme autant de mixtes confus, qui entremêlent traditions et modernisation technique, dans des ensembles sociaux hétéroclites. A cet égard, le concept de « bureaucratie patrimoniale » est une catégorie centrale de l'analyse.

De par ces désajustements constants, l'histoire ne renvoie pas à une causalité linéaire. Elle reflète, bien davantage, le paradoxe des conséquences selon lequel les faits ne correspondent que rarement aux intentions qui les ont appelés, les objets de la volonté aux réalités concrètes recherchées, et le désir à la satisfaction poursuivie. Ces ensembles « hybrides » de toutes sortes qui combinent différentes références (mentales, culturelles, techniques, organisationnelles, institutionnelles, etc.) au sein d'un type d'échange ou de domination particulier, témoignent du désajustement constant des intentionnalités visées aux réalités vécues. Plus largement, ils reflètent l'état des relations asymétriques et inégales entre les différents acteurs, justifiant d'autant la violence des mesures prises pour imposer cohérence à l'ordre social et sécurité aux élites dirigeantes. Finalement, c'est dans ce décalage de l'intentionnalité subjective et de la structure sociale que s'inscrit le politique comme structure de domination.

Ce travail s'inscrit dans un programme de recherche plus large qui cherche à comparer les dynamiques de rationalisation des ordres sociaux à différentes périodes de l'histoire marquées par le communisme et le post-communisme, d'un côté, par le colonialisme et le post-colonialisme de l'autre, en différents lieux d'Europe de l'Est et d'Asie du Sud-Est. De manière beaucoup plus circonscrite, cette étude qui prend place dans la collection « Questions de Recherche » du CERI entend poser les premiers jalons méthodologiques de l'effort comparatif, en le limitant à l'examen de quelques réalités des marchés et des bureaucraties communistes et post-communistes. Elle rappelle, en premier lieu, la méthode de l'idéal-type qui repose sur la construction et la comparaison de différentes catégories (I). La première d'entre elles est celle du marché (II). Elle permet de saisir l'opposition entre le capitalisme de marché et l'économie de commandement en insistant sur les formes de rationalité propre à chaque type d'économie (III). La partie suivante considère la catégorie de la bureaucratie (IV). En insistant sur la forme historique de la « bureaucratie patrimoniale », elle ouvre sur l'examen de sa transformation sous le post-communisme sous l'effet du processus de « méritocratie » croissante (V). De ces différents processus de rationalisation des formes de l'échange et de la bureaucratie résulte la compréhension des formes variées de la domination politique, illustratives de chaque ordre social (VI)[3].

2. François Perroux, *La Stratégie du développement*, Paris, Aubier, 1980.

3. Limitons nous à mentionner en français sur Max Weber les ouvrages suivants, dont la lecture est d'un grand intérêt : Ray-

I. La méthode. Comparaison et idéal-type

Comparer signifie construire des ensembles conceptuels dynamiques à partir desquels sont mises en évidence des différences entre les objets de l'analyse, pour mieux faire ressortir le propre de l'un d'entre eux et par opposition, le manque de l'autre terme pris en comparaison. La mise au jour de ce manque ne signifie, en aucune manière, un quelconque déficit moral ou culturel. D'où l'intérêt majeur de comprendre ce que Weber entend par « idéal-type ». Ce terme fait l'objet de nombreuses définitions dans plusieurs textes fondamentaux. Retenons d'emblée qu'il constitue le propre même de la « sociologie compréhensive ». Trois traits fondamentaux le caractérisent. Il s'agit d'abord d'un processus de construction de son objet sur la base d'approximations successives. Pareille démarche s'apparente à la méthode hypothético-inductive qui, partant des données éparses les reconstruit en fonction de leur proximité, et les recombine pour obtenir l'aune à partir de laquelle seront évaluées les différences historiques.

> « On obtient un idéal-type en accentuant unilatéralement un ou plusieurs points de vue et en enchaînant une multitude de phénomènes donnés isolément, diffus et discrets, que l'on trouve tantôt en grand nombre, tantôt en petit nombre et par endroits pas du tout, qu'on ordonne selon les précédents points de vue choisis unilatéralement, pour former un tableau de pensée homogène[4] ».

L'idéal-type renvoie en second lieu à la définition de la structure du phénomène appréhendé dans sa logique interne (*Eigengesetzlichkeit*), autrement dit, dans sa cohésion. Enfin, l'idéal-type fait référence à sa dynamique historique, à la variété des cas concrets. L'idéal-type, écrit Weber « facilite la découverte du sens de l'effort de la connaissance dans l'ordre économique et social[5] ».

En fondant la démarche analytique sur les « idéaux-types », Weber entend construire d'abord un élément susceptible d'éclairer la diversité des phénomènes qu'on se donne pour objet, ensuite une gradation car l'on passe de l'un à l'autre par degrés insensibles. Cette gradation est porteuse de différenciations sociales et de complexification. Dans *Considération intermédiaire*, il écrit :

> « Nous pouvons également espérer en construisant des types rationnels appropriés, c'est-à-dire en faisant apparaître les formes 'les plus conséquentes' (sur le plan intérieur) d'un comportement pratique déductible de présupposés clairement établis, préciser plus facilement la diversité des comportements, qui, sinon, est insaisissable[6] ».

C'est cette différenciation qui se laissera interpréter plus tard comme l'émergence et la mise en œuvre d'un procès de rationalisation, lui-même saisi par la mise au jour de la rationalité sous-jacente propre à chaque type d'échange. Mais dans cette démarche, ce n'est pas l'imputation directe qui prévaut. Il n'y a pas – comme nous le verrons dans un instant – de causalité linéaire entre Calvin, le calvinisme,

---

mond Aron, *La Sociologie allemande contemporaine*, Paris, PUF, 1981, pp. 82-126, ainsi que sa préface à l'édition de l'ouvrage de Weber *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, 1959 ; Julien Freund, *Etudes sur Max Weber*, Genève, Librairie Droz, 1990 ; Catherine Colliot-Thelene, *Max Weber et l'histoire*, Paris, PUF, 1990 ; et du même auteur : *La sociologie de Max Weber*, Paris, La découverte, 2006 ; Wilhelm Hennis, *La problématique de Max Weber,* Paris, PUF, 1996 ; Dirk Kaesler, *Max Weber, sa vie son œuvre, son influence*, Paris, Fayard, 1996 ; Wolfgang Mommsen, *Max Weber et la politique allemande 1890 - 1920*, Paris, PUF, 1989 ; Philippe Raynaud, *Max Weber, les dilemmes de la raison moderne*, Paris, PUF, 1987.

4. Max Weber, « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales », in *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965, p. 172.

5. *Idem,* p. 198.

6. Max Weber, « Considération intermédiaire. Théorie des degrés et des orientations du refus religieux du monde », in *Sociologie de la religion*, Paris, Gallimard, 1996, p. 412. De la sorte, Weber entend contribuer à une « sociologie du rationalisme ».

les sectes puritaines et le capitalisme. Il y a seulement des correspondances que le chercheur met en résonance les unes avec les autres comme autant d'« affinités électives », en d'autres termes comme autant d'éléments de proximité de grandes séries dont l'imputation causale par le scientifique donne à penser un tableau où s'ordonne un sens. L'objectif que se fixe Weber est de « contribuer à illustrer la manière, dont, somme toute, les 'idées' contribuent à faire l'histoire[7] ».

Les structures d'action. Structures de sens et structure de pouvoir

Les « idéaux-types » ont pour tâche première d'inclure un grand nombre de faits, que le chercheur établit en exagérant les traits empiriques pour mieux reconstruire des « tableaux de pensée[8] ». L'idéal-type est ainsi une construction conceptuelle, une « idée » qui permet de « guider l'élaboration des hypothèses », dont on rencontre les éléments épars dans les champs de recherche, et dont on reconstruit l'enchaînement ; d'où l'idée de l'imputation causale comme affectation des causes[9].

Loin de donner lieu à des catégories statiques qui dresseraient en quelque sorte une nomenclature de la pensée, ces « formations de pensée » sont dotées de dynamiques qui en révèlent la logique propre, autrement dit l'orientation poursuivie par les acteurs du champ concerné. C'est cette orientation visée que le chercheur doit parvenir à mettre en évidence, car comprendre ce n'est pas seulement subsumer différents objets ou divers faits sous une même catégorie. C'est beaucoup plus saisir la visée propre aux acteurs du champ analysé, pour mieux en extrapoler les traits, et en raison même de cette exagération analytique, mesurer la distance qui sépare l'idéal-type de la réalité concrète. Saisir le sens visé que révèle toute action sociale, c'est comprendre l'orientation qui la sous-tend (en finalité formelle ou en valeur), dont les *catégories*[10] nous disent qu'il s'agit immédiatement d'un sens co-visé. L'« entente » sociale (*Einverständnis*) qui rend possible les échanges n'est pas un donné. C'est tout à la fois un présupposé et un construit de l'action collective. Un présupposé d'abord car ce qui est visé se fonde sur l'idée que l'autre fera de même. D'où l'idée que les contextes d'action sont des lieux d'ajustement immédiats. En usant de la langue, chacun présuppose que les autres locuteurs feront de même. Analogiquement, dans un marché, chacun suppose que l'autre utilise la monnaie dans le même but, à savoir « couvrir ses besoins ». « La garantie que le partenaire obéit à la loi de cet échange repose en dernière analyse sur la supposition, généralement justifiée, faite par chacun des participants que tous deux auront intérêt à pousser à l'avenir les rapports d'échange soit avec le présent partenaire, soit avec d'autres[11] ». La monnaie n'a de sens d'universel abstrait que pour autant que chaque membre de la société y croît, du plus profond de sa conviction, comme le chercheur et le détenteur de l'or croient

7. *Idem*.

8. Max Weber, « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales », *op. cit*., p. 172.

9. Dans « Réponse finale aux critiques », il écrit : « il s'agit dans le cas que j'étudie d'y contribuer en mettant au jour une série de causes – à vrai dire une série, à mon avis d'une importance toute particulière – qui a déterminé la forme d'une composante (là encore une composante particulièrement importante) qui est constitutive de « l'esprit » de l'économie capitaliste moderne », *op. cit*, p. 135.

10. Max Weber, *Economie et société, tome 2 (L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport de l'économie)*, Paris, Plon, 1995.

11. *Idem*, p. 412-413. On retrouve ici les thèses déjà formulées dans *La Sociologie compréhensive* selon laquelle l'entente (ou le consensus social) se fonde sur un « als ob », un « comme si » sur lequel parient tous les joueurs pour continuer à jouer. Que l'un d'entre eux ne joue pas le jeu, et c'est alors la catastrophe. C'est le voile d'ignorance fondateur de la réalité des échanges mais qui, dans sa persévérance assure le jeu de sa solidité. Mieux encore, c'est l'entente sociale (*Einverständnis*) et plus largement l'économie reposant sur ,un engagement non prouvé, dont le contrat d'ailleurs s'efforce de limiter les effets non voulus (inattendus), qu'il s'agisse de l'opportunisme des acteurs ou de la clause non prévue. Autant de remarques qui témoignent des liens de parenté évidents entre la pensée weberienne, la sociologie des organisations, américaine et française, et l'école néo-institutionnaliste.

aux pouvoirs magiques qu'ils confèrent au précieux métal. L'irrationnel, sous les auspices de la foi et de la conviction intime, est à la base de l'ordre rationnel social.

Ensuite, il s'agit d'un construit, car si les ordres humains sont tels, c'est parce que les hommes les veulent et les font vivre ; qu'ils les veulent tels qu'ils sont est une autre affaire. Ce qui garantit sur la durée ces constructions ne peut résider que dans l'accord donné – aussi mince soit-il, à l'autorité en place. D'où les deux idées forces que nous chercherons sans cesse à cerner dans cette étude. D'abord, que toute structure d'action est d'emblée une structure de sens (co-visé) et une structure de pouvoir. Ensuite, qu'un système d'ordre ne peut perdurer sans l'accord de ceux qui sont assujettis à l'autorité des détenteurs du pouvoir qui, pour s'exprimer pleinement, doivent en retour bénéficier de la reconnaissance de leurs sujets. La légitimité est une catégorie centrale de l'ordre social car elle exprime l'obéissance (le rapport à une autorité) et la reconnaissance (voulue ou pas) que la répétition de l'action entérine sur la durée (la régularité).

Ainsi, la règle est à la fois source de l'action (elle oblige) et fin de l'action (j'y obéis et en m'y soumettant, je la valide). Un ordre légitime est un ordre reproduit subjectivement (le sens co-visé) et objectivement (l'action) sur la durée. La règle commune renvoie fondamentalement à la volonté d'être ensemble pour une communauté, et même si l'origine de la règle s'est à jamais perdue, sa trace perdure néanmoins sous forme d'obligations qui se traduisent dans les comportements acceptables par la communauté. D'où la constante obligation à laquelle se trouve soumis le chef charismatique de renouveler le mythe de son émergence, pour mieux faire croire à la permanence de sa qualification (qui n'est au bout du compte qu'usurpation, que poudre aux yeux). Elle justifie les mobilisations sociales propres à la période communiste, dont le stakhanovisme est un exemple phare. Mais la règle est aussi le reflet de la précarité des ordres sociaux. Que les citoyens ne jouent plus le jeu en exprimant publiquement le sentiment qu'ils ressentent de l'illégitimité des règles sous lesquelles ils vivent, et les sociétés menacent de s'écrouler. Cette précarité tient autant aux phénomènes « objectifs » (l'endettement, les retards technologiques et les déséquilibres des balances de paiements) qu'au retrait intérieur non seulement d'une grande partie de la population mais surtout des membres du parti dominant, déçus par les orientations publiques adoptées. A cet égard, deux facteurs historiques sont décisifs, l'éducation et la technologie. L'éducation est, en effet, le grand ferment des mouvements révolutionnaires. Elle reflète les tensions très fortes qui jouent entre des politiques de modernisation économique et l'absence de mobilité sociale.

Dans le cas est-européen, cette contradiction qui conduit à la fin du communisme de type soviétique se joue au tournant de la décennie 1960 lorsque l'effort de modernisation se traduit par une politique importante de formation technique mais dont les titulaires, finalement, ne trouveront pas leur place dans les lieux de décision. Une considérable tension va ainsi voir le jour entre d'un côté, l'exigence de rattrapage et de modernisation sanctionnée par des succès évidents en termes de cohortes de diplômés, et de l'autre, le maintien sans aucun aménagement d'une idéologie communiste qui réserve les postes de direction aux mêmes individus jusqu'à bloquer toute mobilité sociale[12]. Quand

12. Richard Lowenthal a élaboré le concept de « socialisme mature » pour rendre compte de cette période durant laquelle les ailes « progressistes » des partis communistes au pouvoir s'efforcèrent de supplanter les ailes « conservatrices » en privilégiant l'approche par la technique et par la réforme. Richard Lowenthal, "The ruling party in mature society", in M. G. Field (ed.), *The Social Consequences of Modernisation in Communist Systems*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1979. Samuel Eisenstadt a, quant à lui, identifié la contradiction fondamentale du soviétisme dans la tension qui s'est jouée entre l'exigence de domination sans partage du PC et celle de démocratie portée par la réforme qui s'est imposée à tous les pays du bloc au tournant des années 1960. L'exigence de modernisation et de spécialisa-

vers la fin des années 1970, en Allemagne de l'Est par exemple, des politiques seront mises au point pour favoriser matériellement certains groupes de techniciens, cela n'aura d'autre effet à long terme que de décourager, cette fois, la base du Parti – les membres « gris » – frustrés eux-mêmes de toute reconnaissance. Cette accumulation de frustrations et de blocages fournit l'une des explications de la ruine du communisme en 1989 en insistant sur le retrait généralisé des acteurs dans la sphère privée et leur absence de soutien au régime au moment de la chute finale. Nous verrons plus bas, dans la section IV de cette étude, combien la transition post-communiste n'aura pas davantage favorisé ces cohortes d'individus bien formés dans les années 1960, tout au contraire.

Enfin, le sens visé peut être disjoint de ses effets pratiques. Plus exactement, les effets peuvent être totalement différents de ce que les individus ont cherché à atteindre. L'histoire, comme on l'a dit, est faite de ces distorsions constantes entre les intentions et les combinaisons pratiques, dont le politique s'efforce par différents moyens – la force ou la recherche du consensus – d'en limiter les effets destructeurs. C'est ce que les « Tables Rondes » en 1988 et 1989 ont amplement montré.

Pour conclure, la volonté continue de Weber d'établir des paires de concepts pour mieux en comparer les composantes, renvoie à son intuition profonde de l'irréductibilité des valeurs et de l'incompatibilité des fins. Elle correspond à son interprétation du monde (dont le processus de rationalisation signe la marche) comme opposition fondamentale entre des intérêts inconciliables, en matière d'idéal ou d'intérêt matériels. C'est, de manière ultime, la lutte continue de l'homme contre la machine ; le conflit de l'innovation charismatique et de la routine bureaucratique ; la tension irréductible du pouvoir politique dressé contre les fonctionnaires du service civil ; la radicale opposition qui sépare l'économie de marché de l'économie planifiée et finalement, en bout de course, le conflit inconciliable des deux sexes. Dans l'*Essai sur le sens de la neutralité axiologique*, Weber écrit : « Il n'est pas possible d'éliminer de la vie culturelle la notion de lutte. On peut modifier le moyen de la lutte, son objet ou même son orientation et les adversaires en présence ; on ne saurait la supprimer elle-même… La paix n'est qu'un déplacement des formes de la lutte[13] ». Essayons d'en suivre les effets au niveau des trois objets de notre analyse : le marché, la bureaucratie, la domination charismatique.

II. Le marché

Le capitalisme n'est pas – ainsi qu'une interprétation erronée le laisse parfois encore entendre – une dérivée du protestantisme. Le capitalisme, si tant est qu'on puisse en délivrer une analyse pleinement satisfaisante, se laisse d'abord appréhender au travers de l'intentionnalité qui l'anime. La méthode de l'idéal-type nous donne à penser, selon Weber, l'origine du capitalisme non pas à partir d'un simple effort déductif qui voudrait que d'une religion soit déduit un comportement économique favorable au marché mais comme une trace dont l'origine s'est depuis longtemps perdue (c'est le constat immédiat). Disparue, elle nous laisse seulement la possibilité de penser que le comportement d'accumulation qui caractérise en propre le capitalisme aujourd'hui dérive d'une autre orientation, cette fois non pas mue par la consommation mais par la gloire de Dieu pour laquelle cette accumulation a eu lieu et

tion heurta de plein fouet celle du contrôle politique (S. N. Eisenstadt, "The exit from communism", *Daedalus: Journal of American Academy of Arts and Sciences*, vol. 12, n°2, 1992, p. 21-41.

13. Max Weber, *Essai sur le sens de la « neutralité axiologique » dans les sciences économiques et sociologiques*, Paris, Plon, 1965, p. 402.

qui lui a donné sens, sous-tendue par un contrôle méthodique. En d'autres termes, le capitalisme est d'abord et avant tout une tension marquée par l'émancipation de l'action hors du cadre originel, de la même façon que la religion est une tension marquée par l'émancipation hors de la magie. En ce sens, les deux dynamiques témoignent d'un processus de rationalisation des images du monde. Mais pour cette raison, il faut aussi comprendre que le capitalisme ne s'enracine pas dans la sphère économique. L'économie comme activité d'accumulation (et non de consommation) se comprend comme un rapport non pas d'échange mais de don (orienté vers la gloire de Dieu). Pour qu'elle débouche sur l'activité qu'on lui connaît dans l'économie de marché, il faudra que nombre de contraintes historiquement situées aient été levées. D'où la conclusion capitale qu'en tire Weber en matière de relations entre les idées et les intérêts, dans une des citations les plus célèbres de son œuvre :

> « Ce sont les intérêts (matériels et idéels) et non les idées qui gouvernent directement l'action des hommes. Toutefois les 'images du monde' qui ont été créées par le moyen d''idées' ont très souvent joué le rôle d'aiguilleurs, en déterminant les voies à l'intérieur desquelles la dynamique des intérêts a été le moteur de l'action[14] ».

II.1. La rationalisation des images du monde

Les deux types de comportements propres à la religion chrétienne et au marché expriment deux dynamiques de rationalisation du monde, en raison de la rationalité technique qu'ils mettent en œuvre. Pour la religion comme pour le capitalisme de marché, c'est de l'agencement optimal des moyens que réside l'obtention de la fin la plus haute (dans un cas, la grâce ou le salut ; dans un autre le profit). Dès lors, le lien est fait avec le désenchantement du monde pour peu que se lèvent les individus qui, dans leur quête inlassable de la pureté de leur recherche d'un dieu dégagé de tous les signes accumulés par les Eglises au cours du temps, en concluent à l'irréductible relation de l'individu à Dieu, sans aucun intermédiaire ; pire, à son insondabilité. Dieu ne parlant plus, n'indique plus rien. S'étant tu, il renvoie dans son silence abyssal la créature à son néant. L'homme est un néant, et Dieu est insondable. Le calvinisme en ce sens est le fossoyeur du protestantisme luthérien qui avait lui-même commencé de rationaliser le message divin en jetant hors des temples les images de Dieu, condamnant les impostures de l'Eglise, refusant les indulgences coupables.

Avec Calvin, la boucle est bouclée. Il ne reste que le silence de Dieu, car de Dieu, l'immonde créature qu'est l'homme ne peut rien en dire. Il ne peut d'autant moins en dire quelque chose qu'il se heurte au silence de Dieu, désormais absent. En face de ce Dieu absent – celui que vont reprendre plus tard les sectes baptistes – il n'y a plus que la conviction strictement individuelle, car à jamais laissée sans réponse de Dieu, que seule vaut la poursuite inlassable de l'éthique contraignante dans l'optique de la gloire de Dieu. Or, cette poursuite s'opère sans jamais laisser espérer savoir qu'un tel comportement sera récompensé. C'est le caractère tragique de la condition humaine qui renvoie à l'immensité du pouvoir de Dieu et à l'arbitraire de la prédestination. « Fais ce que dois sans savoir si cela sera payant car si tu ne le fais pas, de toutes façons tu seras condamné », telle semble être le fin mot de l'histoire rationalisée jusqu'à son point ultime et dans laquelle l'homme ne trouve son hypo-

14. Max Weber, « Ethique économique des religions mondiales », in *Sociologie des religions*, Gallimard, 1996, p. 350. A la différence de Marx pour qui prévaut sans conteste le matérialisme, la grande force de l'approche weberienne est de combiner les deux dynamismes, « idéaliste » et « matérialiste », dans une dialectique dont aucune ne sort en position dominante.

thétique salut qu'en travaillant encore et toujours davantage à se perfectionner, mais répétons-le, sans même espérer savoir s'il sera élu ou maudit à jamais. « Bleib Deiner Beruf » rappelle Weber ; « Fais ton devoir » sans pouvoir espérer que « cela rapporte » car Dieu est insondable. Fais ton devoir dans la tension la plus extrême de ton intériorité car seule cette tension peut être la preuve de l'élection par Dieu[15]. Peut être, c'est-à-dire tout autant : ne pas être. *Beruf*, le devoir et aussi la « profession », le « métier », la « profession vocation[16] », qui signe d'un côté l'effort constamment bandé vers la fin de la gloire de Dieu et de l'autre, la qualification, qui rend compte de la capacité à agencer les moyens pertinents et à les contrôler méthodiquement dans ce but. Le métier devient le signe (mais sans garantie) de la réussite que traduit l'élection. *Beruf*, autrement dit « le travail sans relâche dans un métier[17] ». Le bénéfice a disparu. De Luther à Calvin, l'on est passé de l'obligation du travail bien fait pour la gloire de Dieu rendu possible par le sentiment de l'union au Créateur, à l'accumulation par le travail incessant, contrôlé sans relâche et hors de toute sentimentalité pour la plus grande gloire de Dieu.

On comprend dès lors l'importance décisive du concept de « profession ». Il rend compte du passage analytique du protestantisme ascétique au capitalisme de marché, mais dont la réalisation historique, quant à elle, réclame d'autres chemins, bien moins directs, pour voir le jour. En réalité, pour que le capitalisme émerge, comme condition préalable de la formation des institutions garantes du profit, il faut que soient levées toutes les conditions qui ont rendu possible l'ascétisme, cet effort incessant et laissé sans réponse qui s'inscrit dans une société toute entière acquise à la recherche de Dieu, et pour lequel tous les biens accumulés sont destinés. Autrement dit, historiquement, la relation entre le calvinisme et le capitalisme est tout sauf directe de l'un à l'autre. Ce qui demeure, néanmoins, c'est un comportement, une orientation subjective. Mais pour que le capitalisme apparaisse, au-delà de tout ce que Weber convoque en termes d'Etat, de garantie juridique, d'expansion des marchés, etc., il faut que les conditions économiques et sociales propres à l'ascétisme (virtuose, monastique et intramondain) aient laissé place à la certitude que « la fin est payante ». A ne s'en tenir strictement qu'à l'orientation subjective, il est nécessaire que l'accumulation pour la gloire de Dieu ouvre sur l'accumulation pour la gloire du propriétaire, sans risque majeur pour ce dernier. A partir de ce moment, il faut accumuler les discours sur l'action positive, renouveler les théodicées et avoir radicalement réorienté les autojustifications. Il faut, en somme, que le bénéfice individuel soit réintroduit dans le calcul de l'action. Autrement dit, le capitalisme va prendre son envol lorsque sera possible la mesure des coûts engagés aux bénéfices obtenus. L'ascétisme, en tant que tel, aura alors disparu du champ de l'intention initiale. Reste l'orientation contrôlée méthodiquement vers une fin positive. Deux conséquences en résultent. La première renvoie au lien entre éthique et capitalisme ; la seconde, à la nature du marché.

15. « L'ascétisme était devenu une méthode de conduite rationnelle visant à surmonter le *status naturae*, à soustraire l'homme à la puissance de ses instincts, à le libérer de sa dépendance à l'égard du monde et de la nature, afin de le subordonner à la suprématie d'une volonté préméditée et de soumettre ses actions à un contrôle – selbstkontrolle – permanent et à l'examen consciencieux de leur portée éthique », in *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904-1905), Plon, Paris, 1964, p. 136.

16. Voir ici la très longue note, *idem*., p. 81-85.

17. *Idem*, p. 128.

II.2. Ethique et capitalisme

L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme se caractérise comme la tentative de donner à penser comment la religion créa les conditions qui ont pu donner naissance, sous certaines conditions, à une dynamique d'accumulation dont le développement a été la cause directe de la ruine de la religion. D'où le paradoxe des fins qui ne correspondent pas (pour ne pas dire, jamais) aux sens visés initialement et dont les effets n'entretiennent qu'un très lointain rapport à ce qui leur a donné naissance. Ne demeurent que des traces lointaines d'une origine à jamais perdue dont il nous reste à reconstruire la genèse et les transformations. Seule la méthode idéal-typique nous y autorise, par le jeu des hypothèses et des « affinités électives » qu'elle autorise. C'est elle qui nous fait vaguement approcher ce que fut le formidable effort de Calvin de créer un monde sans Dieu, ni réponse, ni message, ni bénéfice ; sans rien, sinon la simple logique de son agencement des moyens (la profession) à une fin (la gloire de Dieu), sommet, s'il en fut, de l'unité de la rationalité en finalité formelle et de la rationalité technique[18]. Mais comme nous l'avons dit plus haut, il n'y a pas de causalité directe entre Calvin et le capitalisme.

> « C'est pourquoi nous devons nous attendre à ce que les effets de la Réforme sur la culture, pour une grande part - sinon de notre point de vue particulier, la part prépondérante - aient été les conséquences imprévues, *non voulues*, de l'œuvre des réformateurs, conséquences souvent fort éloignées de tout ce qu'ils s'étaient proposé d'atteindre, parfois même en contradiction avec cette fin[19] »

On comprend comment Weber, parti d'une compréhension du sens visé par les acteurs, parvient à une structure de la rationalité incarnée dans un système économique et la production d'un type d'homme. Il y a sur ce point adéquation de la rationalité interindividuelle et de la rationalité de la structure économique et sociale, mais il y a, par ailleurs, sur le long terme, disjonction : la religion est, peu ou prou, l'agent de l'irréligion.

Le capitalisme, quant à lui, pour s'imposer définitivement requiert la mise en place de nombreuses conditions qui n'ont pris place de manière séparée qu'au cours du temps, pour finir par former un système. Ces conditions relèvent de l'organisation des marchés, hors de l'échange domestique et intégrés dans la grande entreprise ; des statuts sociaux et des luttes entre les agents ; et de tout ce que *l'Avant-propos* dans des pages lumineuses énonce sous l'aspect du droit, de la science, des arts[20], pour conclure sur la figure centrale de l'Etat[21]. Mais il s'agit également de la justification qui remplit le champ de l'ordre symbolique, seul à même de satisfaire le besoin de prestige pour ceux qui ont besoin de voir dans leur réussite matérielle le signe de leur supériorité morale. La théodicée du bonheur n'est

18. Notre hypothèse veut que seul l'homme politique, celui qu'analyse Weber dans sa dernière conférence, et plus exactement qu'il appelle de ses vœux, rend compte à ce point du tragique de l'existence lorsqu'il est attendu de lui qu'il concilie les inconciliables – l'éthique de la responsabilité et l'éthique de la conviction – dans la volonté suprême de faire advenir la Nation.

19. Max Weber, *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme*, *op. cit*., p. 136.

20. Reprenant la question de *L'Esprit du capitalisme* mais dans son versant strictement historique, centrée cette fois sur la question de l'Etat, l'interrogation initiale de l'*Avant-propos* devient : « Quel enchaînement de circonstances a conduit à ce que l'Occident précisément et lui seul ait vu apparaître sur son sol des phénomènes culturels qui se sont inscrits dans une direction de développement qui a revêtu – du moins aimons-nous à le penser – une signification et une validité universelle » (*L'Esprit du capitalisme, Avant-propos*, *op. cit*., p. 489).

21. « D'une façon générale, l'Etat au sens d'institution politique dotée d'une constitution établie rationnellement, d'un droit fixé rationnellement et d'une administration conduite par des agents spécialisés conformément à des règles établies et rationnelles, c'est-à-dire des lois, l' « Etat » avec cette combinaison – essentielle pour sa définition – n'est connu que de l'Occident, en dépit de toutes les ébauches que l'on peut rencontrer ailleurs… et il en va de même de la puissance qui pèse le plus lourdement sur le destin de notre vie moderne : le capitalisme. » (*Idem*, p. 493).

plus ce qu'elle était sous Calvin, à savoir la richesse comme recherche de la distinction divine. Elle est devenue la légitimation de la jouissance. « L'homme heureux se contente rarement d'être heureux. Il éprouve de surcroît le besoin d'y avoir droit… Le bonheur veut être légitime[22] ».

Il s'agit ainsi d'un décentrement complet de la relation de l'individu à Dieu vers la concentration unique des relations entre les hommes, pour laquelle l'intervention de Dieu est devenue désormais inutile. La justification – l'accumulation pour célébrer la grandeur de Dieu – disparaît. Reste l'orientation, le ressort de l'action : le désir d'accumulation. Reste la profession, la qualification. Reste la technique de l'agencement optimal. Reste la discipline, l'organisation, la méthode.

> « La création de l'éthique capitaliste – ce ne fut certes pas intentionnel – a été réalisée seulement par l'ascèse intramondaine du protestantisme. Elle ouvrit précisément le chemin de la vie des affaires aux individus les plus pieux et le plus rigoureux sur le plan éthique, et surtout elle leur montra le succès de la vie des affaires comme le fruit d'une conduite rationnelle[23] ».

Dieu n'a plus rien à faire dans un processus que sa gloire a pourtant contribué à mettre en forme. L'ascétisme peut désormais être condamné comme une dépense improductive et les « fols en Dieu » être placés à l'asile. Le marché capitaliste a besoin de la mort de Dieu pour qu'advienne la rentabilité la plus élevée. C'est elle qui lui permet de mettre la charité hors jeu, d'éjecter la relation personnelle hors de la sphère des échanges économiques. C'est à ces conditions que le marché devient la force irréductible que le capitalisme lui a fait connaître. Que demeure-t-il alors de l'ancienne théodicée, sinon cette capacité à enjoliver la marche triomphante du capitalisme, en tissant les liens de sa propre légende ? Que reste-t-il, sinon à construire sa propre légitimité dans une autojustification continue, quitte à reprendre l'étiquette des régimes défunts. Ainsi, « Les couches solidement installées dans l'honneur social et la puissance sociale aiment à se construire la légende de leur état en invoquant une qualité qui leur serait immanente, le plus souvent celle du sang : le sentiment de leur dignité se nourrit de leur être (réel ou prétendu)[24] ». On peut en suivre l'écho dans l'imposition des règles du marché après 1989, la formidable violence qui a accompagné son émergence, et l'extraordinaire déferlement d'autojustifications de la part des investisseurs occidentaux. Venons-en à l'idéal-type du marché.

II.3. Le marché, le grand expropriateur

Pour Weber, le capitalisme de marché est la grande puissance destructrice des ordres de la charité et de l'action privée domestique, en raison de la rationalisation des procédures qu'elle introduit dans l'échange entre deux individus en dehors de toute relation personnelle. « Le marché est en opposition complète avec toutes les autres communalisations qui présupposent toujours une fraternisation personnelle et la plupart du temps, des liens du sang. Il est radicalement étranger à toute fraternisation[25] ». C'est la nouveauté radicale par rapport aux autres formes moins développées du capitalisme

22. Max Weber, « L'éthique économique des religions mondiales »*, op. cit.*, p. 337.

23. Max Weber, *Economie et société*, *tome 2*, *op. cit.* p. 359.

24. « L'éthique économique des religions mondiales »*, op. cit.*, p. 344.

25. Max Weber, *Economie et société* tome 2, *op. cit*., p. 412. En somme, si le pauvre est pauvre, cela dépend de lui. Si le riche est riche, c'est de son effort qu'il le tire. Les hommes sont libres, du malheur qu'ils éprouvent comme du bonheur qu'ils ressentent. Le tour de passe-passe est accompli et les bases du marché sont en place. Ce dont a d'abord et avant tout besoin le marché capitaliste pour advenir, c'est d'individus formellement égaux et libres (libres d'acheter et de vendre, à commencer par eux-mêmes). C'est ensuite de la monnaie comme « universel abstrait ». La pensée de Polanyi s'enracine dans celle de Max Weber.

que l'on examinera plus bas. Ce nouveau lien, le marché le fonde sur l'impersonnalité du contrat, la quantification monétaire des biens et au-delà, sur la poursuite du profit comme objectif rationnel continu. A côté de cette approche en termes idéal-typiques qui insiste sur la rationalité en finalité formelle et fait de la recherche du profit (et non du gain) l'orientation même de l'action collective, correspond une analyse des dynamiques historiques selon laquelle l'émergence et le triomphe de ce type d'activité rationnelle sont un phénomène unique dans l'histoire. L'économie de marché est en mesure de faire sauter les verrous de l'échange traditionnel en transformant l'économie des biens qu'opérait l'échange personnalisé où le troc est monnaie courante en un échange contractualisé médiatisé par un « universel abstrait », la monnaie. Cela ne peut avoir lieu qu'à partir du moment où domine un Etat centralisé, garant des procédures de protection de la propriété et simultanément des travailleurs chargés de la mettre en valeur. D'où l'apparition des catégories abstraites du marché libre et du travailleur libre – « l'organisation capitaliste rationnelle du travail, (formellement) libre[26] » – qui vont trouver preneur dans un espace où la monnaie, elle-même déliée de tout rapport concret avec un objet, est posée comme l'« universel abstrait », permettant de mesurer toute chose, par conséquent de les faire toutes équivaloir. On trouve plusieurs définitions importantes dans *Economie et société*, mais celle-ci tirée de C*onsidération intermédiaire* est peut-être la plus explicite : « L'économie rationnelle est l'activité objective (*sachliche Betrieb*). Elle s'oriente à partir des prix monétaires qui se forment sur le marché dans le cadre de la lutte d'intérêts que les hommes mènent les uns contre les autres. Sans évaluation en prix monétaires, donc sans cette lutte, il n'y a pas de calcul possible[27] ».

C'est dans la radicalité des objectifs poursuivis, et donc au niveau de la rationalité à la base de chaque type d'économie, qu'il s'agit de repérer les différences qui séparent l'économie de marché et l'économie centralisée (que Weber appelle la planification, à l'opposée de « l'économie de transaction »). C'est l'objet de la partie suivante.

III. Economie de marché capitaliste et économie de commandement. Une comparaison

Rien ne serait plus faux que d'assigner à l'économie capitaliste la seule rationalité de l'activité, et au communisme la seule irrationalité. D'abord parce que toute entité rationnelle contient en elle-même les germes de l'irrationalité, ce que nous avons appelé plus haut la dégénérescence par excès. Ensuite, parce que les deux types d'économies sont bien régis par un type de rationalité, mais pas le même. C'est dans la confusion des deux et, plus exactement dans la substitution de l'un à l'autre – de la valeur à la finalité formelle – que réside, selon Weber, le vice de l'économie de commandement. Le mérite des catégories weberiennes tient dans cette capacité à comparer les deux types d'économies à partir de la visée intentionnelle originelle qui les fonde. Ce n'est donc pas l'orientation elle-même au fondement de l'économie de commandement qui est irrationnelle, mais la prétention que les communistes affichent à faire passer comme fondement rationnel de l'activité économique ce qui relève d'un autre champ, celui de la valeur. C'est à partir de cette dynamique d'inversion des fins – rationalité en finalité formelle d'un côté, rationalité de l'affect de l'autre – que Weber analyse et dénonce l'irrationalité de la conduite économique sous le communisme.

26. Max Weber, *L'Esprit du capitalisme, Avant-propos*, *op. cit.*, p. 497.
27. Max Weber, « Considération intermédiaire… », *op. cit.*, p. 420.

Certes, Weber n'a pas fait l'expérience du communisme bolchevique, du moins sur la durée. Lorsqu'il meurt en juin 1920, la Russie bolchevique n'a pas adopté tous les traits qui caractériseront pour les décennies suivantes cette économie de commandement. Pourtant, un trait décisif lui est connu. Il s'agit de l'expérience directe du communisme de guerre dont il comprend d'emblée qu'elle est la matrice de toute l'expérience à venir[28]. Il n'y a là aucune prescience de sa part, seulement la compréhension que la radicalité de la suppression de tout échange monétaire à compter de 1918/1919 révèle en pleine lumière l'inversion des fins. En d'autres termes, l'économie de commandement se distingue radicalement de l'économie de marché capitaliste par le type de rationalité qui l'anime, donc par les échanges induits et la forme de domination politique qu'elle réclame. Radicalement, cela signifie dans l'intentionnalité même au fondement des échanges, en dépit des traits qui leurs sont communs, notamment en terme de bureaucratie. Pareille inversion, aux yeux de Weber, ne peut valoir pour fondement de l'économie rationnelle. C'est pourtant ce que prétendent les communistes.

III.1. Economie de marché, économie de commandement. Les ordres de la rationalité

C'est sans doute dans le tome 1 d'*Economie et société* que se trouve la formulation la plus achevée de cette opposition des deux formes d'économie. Du point de vue idéal-typique, Weber analyse l'activité économique rationnellement conduite à partir de la mise en évidence de l'orientation subjective visant la pure forme qu'est le profit. Pratiquement, il s'agit de la rationalité la plus élevée, dans l'ordre des fins et de la technique mobilisée – celle du calcul. Du point de vue historique, elle est propre à un lieu, à savoir l'entreprise, elle-même enchâssée dans un tissu d'institutions et de règles qui en garantissent le bon fonctionnement. Enfin, un élément matériel rend compte de la conduite rationnelle : le livre de comptes. Formulé autrement, le calcul renvoie à un sens visé subjectivement, qui cherche à exprimer une fin rationnelle sous la forme du profit, par la mise en adéquation des moyens (ressources) sur la base d'un intermédiaire matériel, le livre de comptes, garantie du contrôle des conduites appropriées.

Or, ce qui se laisse appréhender comme la forme concrète de la structure la plus élevée sous l'angle de la rationalité et du devenir historique est tout sauf « naturel ». Le conflit est à sa base : « tout échange rationnel au plan économique constitue l'aboutissement sous forme de compromis, d'une lutte d'intérêt ouverte ou latente qui l'avait précédée[29] ». L'activité économique ne se déroule pas dans un éther, hors du monde. C'est par excellence l'activité intramondaine, un champ de lutte dont le prix est un équilibre instable, l'organisation du travail un autre, le consensus social un dernier. Si l'on résume, on a bien d'un point de vue idéal-typique une rationalité du sens visé en finalité formelle rendant compte des échanges sociaux et économiques, articulée à une forme de domination particulière de la règle, qui stabilise les jeux.

D'un point de vue historique, l'activité économique renvoie donc à deux grands types, définissant des structures de jeu dotées de caractéristiques propres. Ils permettent de comprendre à la fois la très grande cohérence de chacun d'eux, leur radicale différence de l'un à l'autre et les lieux de leur possible dégénérescence. La très grande cohérence dérive des correspondances propres à chaque type de

28. Même s'il pense qu'il s'agit là d'une telle irrationalité qu'elle ne peut se maintenir sur la durée. Weber est, à ce stade de l'émergence du bolchevisme, incapable d'imaginer la NEP, à fortiori encore moins la séquence stalinienne.
29. Max Weber, *Economie et société*, *tome 1*, Paris, Plon, 1995, p. 113.

rationalité distinct selon le groupe social, l'échange et la forme de la domination. C'est ce que la section précédente a montré.

Deux modalités d'échange s'opposent dans les deux économies : le troc et la monnaie. Le troc qui repose sur « la lancée de la tradition » ne prévaut qu'« aussi longtemps que la situation de l'approvisionnement n'exige pas le calcul de l'utilisation optimale des moyens mis en œuvre pour couvrir les besoins en comparant entre eux plusieurs modes d'utilisation hétérogènes[30] ». Or il n'y a pas de progrès entre les différentes formes du calcul. L'un n'est pas plus primitif que l'autre. La différence qui les oppose absolument tient, en fait, à la cohérence mise en œuvre pour des finalités à chaque fois particulières. S'il est donc une supériorité du compte capital sur la couverture ou sur le « troc », c'est à la possibilité du calcul qu'il le doit, « la calculabilité » *(die Berechenbarkeit)* incluant les biens produits, les moyens de produire, les coûts de transaction, dont l'agencement « optimal » fonde « le compte de capital optimal »[31]. Or, cette forme de calcul qui ne s'est développée qu'en Occident est le résultat d'une lutte intense entre les hommes, qu'il s'agisse de celle des intérêts ou de celle pour l'approvisionnement, pour la fixation des prix.

S'il est une particularité de l'Occident, elle tient aussi à la concentration des individus (les producteurs) dans la fabrique. C'est elle qui assujettit l'ouvrier à sa machine, à la mesure du temps qu'elle impose et donc au rythme de production, réduisant l'individu à n'être qu'un rouage, dans un environnement social marqué autant par la perte de contact entre l'ouvrier et son produit que par la recherche croissante d'un profit maximal. De Marx à Weber, répétons-le, il n'y a aucune différence, l'aliénation est bien le moteur de l'histoire du capitalisme ; l'excès de profit et la déshumanisation du travail, son vice interne ; la lutte des classes, son aboutissement.

> « Seul l'Occident connaît des entreprises capitalistes rationnelles avec immobilisation de capitaux, main d'œuvre salariale, spécialisation et harmonisation rationnelle du travail, répartition des prestations sur la base de l'économie transactionnelle et capitaliste, autrement dit la forme capitaliste de l'organisation du travail purement volontariste au plan formel en tant que méthode typique et prédominante de la couverture des besoins massifs avec expropriation des travailleurs de tous les moyens d'approvisionnement et appropriation des entreprises par des détenteurs de titres[32]. »

Finalement, ce qui rend compte de l'optimum en matière de rationalité formelle du compte capital, ce pourquoi il l'emporte sur tout autre moyen, ne tient pas à une quelconque supériorité « en soi » dont aime à se doter le capitalisme dans son autojustification. Il tient bien davantage à la puissance de sa force, que reflète l'appropriation totale des moyens matériels d'approvisionnement. Cela se traduit d'un côté par la disposition absolue en matière de nomination des dirigeants des entreprises, et de l'autre, par la suppression de toute chance d'appropriation des emplois par les ouvriers ; enfin, par l'absence de toute régulation matérielle dans le domaine de la consommation. De même qu'il entérine l'expulsion hors de la maison de l'économie industrielle au moyen de la concentration des ouvriers dans les usines, de même le capitalisme assure la distinction des fonctions en séparant le manager du propriétaire. Un tel processus d'appropriation et de spécialisation ne peut avoir lieu que si, préalablement, le champ du droit et de l'administration a été orienté pour en garantir le fonctionnement, de même que la réglementation formellement rationnelle du système monétaire. En d'autres termes,

30. *Idem,* p. 133-134.
31. *Idem*, p. 139.
32. *Idem*, p. 233-234.

pour que le capitalisme arrive à maturité, il faut que toutes les institutions publiques et privées soient redéfinies dans le but de garantir l'obtention optimale du profit. Parmi elles, l'Etat vient en premier lieu.

Or, c'est précisément là où l'excès de domination est patent et où le risque d'irrationalité est maximum. Si le capitalisme présente l'intérêt insigne de pouvoir sélectionner les chefs d'entreprise sur leur compétence et non plus selon le critère du rang ou de la tradition, cette compétence peut tourner à l'irrationalité dans le cas où ces derniers prendraient des décisions sans rapport avec l'économie matérielle. Si la possibilité du calcul est une composante essentielle de la prise de décision que garantissent les institutions publiques, rien ne garantit en revanche que le marché soit contrôlé. Qui contrôlera les contrôleurs ? Contemporain des grands cracks financiers et des scandales internationaux, Weber comprend que le processus de différenciation au fondement de l'activité capitaliste rationnelle peut, lorsqu'il est poussé à son terme, entraîner l'oubli des origines, la perte du sens des réalités. Si la division entre le propriétaire et le gestionnaire est rationnelle en matière de sélection des chefs et d'administration de la preuve, elle est irrationnelle si elle conduit au divorce d'avec la sphère de la production. « Car la marche de l'entreprise par la voie de la nomination de son chef peut être commandée par des intérêts financiers sans aucun rapport avec l'entreprise et par le jeu de la spéculation des propriétaires de parts[33] ».

Ces remarques seront décisives pour comprendre, après 1989, la distinction capitale entre le principal et l'agent. Sa théorisation mettra fin à la discussion sur les droits de propriété qui aura tout d'abord concentré l'attention des chercheurs jusqu'à l'obscurcir, car finalement, le changement des droits de propriété ne change strictement rien aux comportements économiques, si ne s'exerce pas sur les détenteurs du pouvoir le poids des incitations (*incentives*), la sanction en cas d'échec, le bénéfice en cas de réussite. Le passage de l'interprétation de la transition post-communiste à l'aide de l'approche des droits de propriété à celle de l'agence aura été décisive parce qu'il aura mis en valeur la catégorie décisive du contrôle[34], en précisant ses détenteurs (le principal et les actionnaires), ses moyens (les incitations) et les effets attendus (le profit). Or, pareille distinction entre le principal et l'agent portera en elle-même sa propre ruine dès lors que les bénéfices s'accumulant, les agents seront de moins en moins sous le contrôle de principaux trop intéressés aux bénéfices engrangés, dont la forme extrême est celle des « bulles » spéculatives.

III.2. Le communisme ou l'économie planifiée

L'examen du phénomène historique du communisme prend fondamentalement sens par l'analyse que Weber a d'abord opérée de l'économie planifiée (ou économie administrative) comme inversion des fins. Sa critique décisive porte sur l'imposition d'une valeur ou d'un affect en lieu et place de la rationalité formelle dans le champ économique et, partant de l'inversion des fins dans le champ de la politique, conduisant ainsi à une inversion morale. Après la prise de pouvoir par les bolcheviques

33. *Idem*, p. 201.

34. Toute la période qui s'étend de 1989 à aujourd'hui peut être analysée avec cette seule catégorie du contrôle que vont contribuer à mettre en forme successivement, et parfois ensemble, les acteurs privés, publics et enfin européens, dans toutes les sphères de l'action. Je renvoie aux chapitres 5 et 8 de mon ouvrage *Europe centrale et orientale, globalisation européanisation et changement social*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006 (trad. anglaise Palgrave 2009 ; trad. chinoise CASS, 2010).

russes en 1917, l'analyse weberienne se fait alors dénonciation d'un système qui inverse toutes les valeurs sans modifier en aucune manière le sort de ceux dont les communistes se disent pourtant les mandants, les ouvriers. A partir de cette date, dans de nombreux textes – de la conférence sur le socialisme en 1918 à la conférence sur le politique un an plus tard[35] – la critique ne cesse d'insister sur la banalité d'une entreprise qui se dit révolutionnaire, tant les conditions de l'exploitation capitaliste ne sont en rien transformées ; pire, elles sont, aux yeux de Weber renforcées, aux dépens des ouvriers. En d'autres termes, c'est d'abord l'examen de l'idéal-type qui assure à la critique de Weber sa portée théorique et qui, appliqué au cas bolchevique, lui confère une force toute particulière, tant elle touche au fondement du fonctionnement communiste, la prétention à la morale en lieu et fin de l'action. L'irrationalité fondamentale du communisme est là : prétendre substituer la morale à ce qui relève strictement de la sphère économique ou de la sphère politique. Il est bien question de l'inversion des fins dont la conséquence n'est pas la libération de l'individu des chaînes de l'histoire, mais au contraire son asservissement accru.

La triple irrationalité

L'irrationalité de l'économie planifiée tient à l'hétéronomie des buts de l'action lorsqu'il s'agit de substituer à la rationalité en finalité formelle posée comme but de l'action visée, une valeur. Cette valeur, quelle est-elle ? C'est la fraternité, c'est l'altruisme, ou encore la valeur supérieure de la liberté de l'homme. L'irrationalité ne tient pas au fait que la recherche du profit est abandonnée ; elle tient au fait qu'elle entend « remplacer les chances (éventuelles) de gain matériel par le particulier par des motivations idéales de caractère 'altruiste'[36] ». De là son irrationalité à considérer que la couverture des besoins pourrait être beaucoup mieux assurée si la monnaie était liquidée – ce que va opérer la communisme de guerre à compter de 1918 – et avec elle tous les symboles de l'exploitation. En réalité, « l'argent a toujours été le grand stimulant du calcul et c'est ce qui explique pourquoi le compte en nature n'a jamais pu prétendre au degré de technicité que permettrait sa nature immanente[37] ». L'irrationalité du socialisme tient d'abord à son inversion des fins, et ensuite, en conséquence, à sa prétention de se passer du calcul et de la monnaie en raison de la disparition des éléments constitutifs (le marché ou encore la liquidation de la fiction de la liberté des individus).

Pour cette raison, la prétention à ériger l'économie de guerre en principe de fonctionnement de l'économie est irrationnelle. Elle n'est autre chose qu'« une économie de banqueroutiers puisqu'un intérêt immédiat la fait passer outre les intérêts de l'économie de paix[38] ». Quel est l'intérêt qu'elle représente, sinon la volonté de pouvoir de la part d'une minorité qui, alors même qu'elle cherche à mettre à bas l'Etat, ne cesse de s'en revendiquer l'expression au nom des ouvriers. Les communistes, en effet, au moment même où ils s'emparent de l'Etat, le font en affirmant la disparition de l'Etat bourgeois pour mieux réaffirmer celui des ouvriers, au nom desquels ils s'arrogent tout le pouvoir. Or, cette survalorisation de l'Etat n'a d'autre finalité que d'user et d'abuser en abondance des biens qui, dans un système libre, sont rares. Ainsi en va-t-il du travail. Et Weber d'affirmer que les pouvoirs dont l'Etat dis-

35. Max Weber, *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, 1959. Cet ouvrage est la traduction française de deux textes de Max Weber, issus de conférences prononcées en 1919 à l'université de Munich, *Wissenschaft als Beruf* et *Politik als Beruf*. Ces deux textes ont fait l'objet d'une nouvelle traduction en 2003, aux éditions La Découverte. Je me tiens à celle de 1959 de Julien Freud, révisée par Eugène Fleischmann et Eric de Dampierre et préfacée par Raymond Aron.

36. Max Weber, *Economie et société*, *tome 1*, *op. cit*., p. 162.

37. *Idem*, p. 159.

38. *Idem*, p. 156. Von Mises parlera de « l'économie de brigands » (in *Le Socialisme*, Paris, Librairie de Médicis, 1938).

pose alors « n'existent que dans un système esclavagiste où l'Etat dispose librement de ses sujets[39] ». Autrement dit, dans la dynamique révolutionnaire, l'Etat communiste croit s'affranchir de toutes les règles de contrôle pour mieux agencer les ressources à sa guise. Dans ces conditions, tout est destiné à passer au titre des pertes et profits ; l'économie, le droit et jusqu'à la morale dont les énoncés en dépendent désormais.

La troisième composante de l'irrationalité est là : après l'inversion des fins et la prétention à se passer du calcul, elle consiste à affirmer la domination sans partage d'un acteur, l'Etat, dont l'absoluité permettrait d'atteindre une efficacité plus grande que son homologue, autrefois au service des intérêts des capitalistes. C'est la prétention non plus seulement à substituer une valeur à une fin formelle mais à la justifier par des considérations morales définissant le soi disant devenir historique que Weber dénonce désormais. Partant de là, la critique se développe sur trois plans : celui de la justification autolégitimatrice ; celui de la régression historique et celui, enfin, de la confusion des ordres éthiques.

Critique de la justification autolégitimatrice

Le premier plan de la critique se concentre sur la prétention qui consiste à affirmer que l'exploitation qui hier dominait la scène de l'Histoire, trouve désormais son achèvement dans la forme étatique, advenue au nom des ouvriers. La révolution, selon les révolutionnaires, porte en elle-même sa propre justification puisque réussie, elle porte à la tête des affaires les représentants de la classe exploitée. Le tour est joué. Or, ce ne sont pas les ouvriers qui pour Weber sont désormais au pouvoir mais bien un petit groupe qui s'est arrogé le droit de parler au nom de tous.

> « Dans le cadre de l'économie transactionnelle, toute activité économique est toujours le fait d'agents économiques isolés qui entendent satisfaire leurs propres intérêts… idéaux ou matériels… il en serait de même dans une économie organisée sur une base socialiste[40] ».

Toute notion de cogestion est ainsi condamnable, aux yeux de Weber, au motif que ce sont les intérêts matériels et individuels qui l'emportent, et pour cette raison entrent en conflit les uns avec les autres.

> « Tout droit de cogestion déclencherait aussitôt le déchaînement de conflits d'intérêts ayant pour enjeu les problèmes administratifs mais surtout les 'modalités' des économies[41] ».

C'est ouvrir la boite de Pandore. De là, l'abus consistant à faire croire que les ouvriers y trouveraient leur compte. Dans une entreprise socialiste intégrale, il n'y aurait au contraire, selon Weber, ni « fabrique », ni « industrie domestique ». Il n'y aurait plus que des « ateliers », des « installations de machines, des outils à l'état naturel et des travaux d'atelier et domestiques de toute espèce ».

La régression historique

Le second plan de la critique porte sur la confusion des rôles et à cet égard, le communisme est pour Weber une vaste régression. D'abord, du point de vue de la rationalité, en raison de la liquidation

39. *Idem*.

40. *Idem*, p. 280.

41. *Idem*. Il ajoute : « tout comme dans le système actuel, les luttes seraient livrées au niveau des groupes, les avantages principaux iraient à ceux chargés de travaux « essentiels » et aux plus aptes sur le plan physique. En tout état de cause, ce serait toujours l'intérêt du *particulier* qui se manifesterait, peut-être par des actions communes contre les intérêts antagonistes d'autres *particuliers* ».

du compte capital et de son remplacement par une économie non monétaire ; ensuite, du point de vue de l'organisation, en raison du maintien des mêmes travaux d'ateliers, de la même hiérarchie et de la même appropriation du produit. Seules les raisons publiques ou officielles auraient changé. Au propriétaire privé se serait substitué le propriétaire public, mais cette fois encore pour une aliénation accrue, car sous le socialisme, les organisations syndicales n'auraient plus lieu d'être – ce sera l'argument mille fois ressassé ultérieurement selon lequel dans une économie planifiée, les syndicats sont inutiles puisque la classe ouvrière est au pouvoir et qu'il n'y a plus, en conséquence, de conflits d'intérêts propres aux conflits de classe. Avec un coup d'œil étonnant de justesse, Weber stigmatise, dans les deux textes cités de 1918 et de 1919, le cœur de la domination communiste qui n'est autre que la prétention au contrôle intégral des sujets, comme si la croissance exponentielle du système de la statistique au service de l'Etat pouvait un tant soit peu remplacer le calcul.

Ce faisant, l'accession au pouvoir des communistes marque le retour en force des pires comportements en matière d'organisation du travail contre lesquels s'étaient élevés les organisations ouvrières :

> « car les soviets conservent ou plutôt rétablissent à nouveau l'entrepreneur largement rémunéré, le travail à la chaîne, le système Taylor, la discipline dans l'armée et dans l'usine, et même jettent des regards vers les capitaux étrangers. En un mot, pour mettre en marche la machine économique et étatique, ils se voient contraints d'adopter tout ce qu'ils avaient condamné comme institutions de la classe bourgeoise; en outre, ils réintègrent à nouveau dans leurs fonctions de l'ancienne Ochrana (police secrète tsariste) pour en faire les instruments essentiels du pouvoir politique[42]. »

Dans un autre texte écrit après la défaite allemande et au moment où éclate la révolution à Munich, Weber ne cesse de marteler que le socialisme est tout bonnement incapable d'aider l'économie à recouvrer la santé, pour la seule raison qu'il faut bénéficier des crédits notamment américains ainsi que de la confiance des marchés, toutes choses que se sont acharnés à détruire les nouveaux maîtres russes. Weber dénonce le mensonge consistant à faire croire que le fonctionnaire d'Etat peut faire mieux que le capitaliste privé et surtout que l'ouvrier a tout à gagner au change.

La confusion des deux éthiques

Dans ces conditions, qu'est-ce que la révolution, sinon un processus d'expropriation des expropriateurs ? A cet égard, elle est faite de la même texture que le marché, autre grand expropriateur de l'Histoire. Qu'est-ce en effet que le marché, sinon cette dynamique qui, en dépit de la pureté de ses intentions affichées (augmenter les capacités de calcul pour accéder à un stade suprême de l'évolution et témoigner du caractère supérieur de la civilisation occidentale), vise à accumuler toujours davantage de profit pour quelques-uns, en augmentant le poids de la bureaucratisation pour tous. Tel est le troisième moment de la critique de Weber, le plus radical, celui qui ramasse les précédentes dénonciations de l'inversion des fins sous celle du mensonge que parachève la justification des moyens – la guerre – pour une fin – la paix. Or, la paix, selon Weber, les communistes n'en veulent pas. Non seulement parce qu'elle rétablirait la possibilité de choisir les autorités sur la base d'élections libres ; mais parce que la guerre est bien le moyen voulu comme tel pour imposer par la force tout ce dont les communistes ont besoin : le renforcement de la terreur, condition pour le renforcement des pouvoirs ; la formation des classes manquantes ; le type d'homme à venir. Avec une prémonition remarquable, Weber touche au plus profond du manque originel qui affecte le bolchevisme russe et

42. Max Weber, *Le Savant et le politique, op. cit.*, p. 166.

que les communistes n'auront de cesse de combler, à savoir l'absence cruciale de ce au nom de quoi ils ont pourtant lancé la révolution : la classe ouvrière, et au-delà une société constituée. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes – mais cela Weber ne pouvait ni le savoir ni même l'imaginer – que d'avoir assisté au succès dans les années 1930 de cette tentative prométhéenne de faire émerger une société industrielle, pourtant si improbable en 1917[43]. Or, pour masquer ce manque, il faut dissimuler la vraie nature des fins poursuivies. Le caractère strictement secret de toute décision publique devient une règle fondamentale de l'exercice du politique sous le communisme.

Pour cette raison, poser l'éthique comme fin de l'action collective n'est que le signe d'une mascarade. Le champ politique n'est pas celui de la morale ; le politique n'est pas celui qui pose une fin absolue sans tenir compte des conséquences. L'éthique de la responsabilité qui caractérise en propre le politique requiert, bien au contraire, la froide évaluation – « le froid coup d'œil » nietzschéen – des conséquences attachées inéluctablement à une décision. Quand bien même ces conséquences sont non voulues, c'est de la responsabilité du politique que d'en assumer les coûts. De là, le caractère tragique du politique qui sait que les effets inattendus sont la matière même de l'histoire. Sa grandeur réside dans la volonté de ce *fatum*. Le paradoxe des conséquences est inéluctable, autrement dit l'inadéquation des résultats de l'action aux intentions initiales, la disjonction entre la volonté et le fait. A l'opposé, l'individu moral n'a que faire de considérations intéressées. Son acte ne prend sens que par rapport à l'intention qui la porte et peu importent les conséquences qui en dérivent. Le sermon sur la montagne exige la soumission absolue à l'autorité morale. Le choix est fait en pleine lumière et sans égard aux effets entraînés. Entre les deux ordres, ne cesse de marteler Weber dans sa dernière conférence, il n'y pas de compromis possible. Plus exactement, il n'y a pas d'aménagement ou de compromission pour sauver la face. On ne peut vouloir la révolution sans avoir les moyens de sa politique. Pour cela, il convient de disposer de la base sociale idoine. Il faut donc poursuivre la guerre, user de la force et ne pas présenter sous les auspices de la paix ce qui n'est fondamentalement qu'une entreprise de guerre, de surcroît motivée par des intérêts particuliers.

D'où les deux lieux irréconciliables de l'éthique : celui du politique et celui de l'individu moral, auxquels correspondent l'orientation de la responsabilité et l'orientation de la conviction[44]. Le politique – comme la maxime morale – est une valeur. Plus largement, le choix d'une valeur qui répond à la question « que veux-tu ? » et dont la seule réponse ne peut être que : « la responsabilité devant l'avenir ». D'où l'immoralité de répondre en prétendant masquer son jeu. Au nom de cette valeur – du politique ou du moraliste – on ne peut sacrifier. L'éthique « n'est pas un fiacre que l'on peut faire arrêter à son gré pour y monter ou en descendre selon le cas[45] ». D'où la dualité fondamentale de l'individu partagé entre deux ordres irréconciliables : le vouloir de vérité et le vouloir du bon. Ce qui les différencie, c'est le choix des moyens mobilisés et agencés pour atteindre la fin visée. Quel est ce moyen ? Pour le pacifiste, c'est la non violence, et « aucune éthique du monde ne peut nous dire

43. C'est la raison pour laquelle Weber ne pensait pas tenable sur le court terme la tentative léniniste d'imposer le communisme. Pour le sociologue allemand, l'irrationalité de la conduite économique ne pouvait aboutir qu'à son effondrement rapide. Il ne pouvait imaginer l'impensable, que révèle justement le paradoxe des conséquences : qu'elle serait la base d'une politique de terreur sans précédent et que pour cette raison – inimaginable en raison du déferlement de violence – elle constituerait la clé du succès de l'entreprise, à savoir faire émerger *ex nihilo* une société nouvelle.

44. « Toute activité orientée vers l'éthique peut être subordonnée à des maximes totalement différentes et irréductiblement opposées. Elle peut s'orienter selon l'éthique de la responsabilité ou selon l'éthique de la conviction », Max Weber*, Le Savant et le politique, op. cit.*, p. 206.

45. *Idem*, p. 202.

non plus à quel moment et dans quelle mesure une fin moralement bonne justifie les moyens et les conséquences moralement dangereuses[46] ». Pour le politique, c'est la violence : « le moyen décisif en politique, c'est la violence[47] ». Non pas la violence pure ; non pas la barbarie, mais bien la violence contrôlée, méthodiquement conduite. D'où la nécessité de disposer d'un appareil bureaucratique qui sache conduire efficacement cette politique. « Le succès du chef dépend entièrement du fonctionnement de son appareil[48] ». D'où la nécessité de passer des compromis avec sa propre base, et c'est aussi cela qui caractérise le politique. Or, ce compromis avec la machine est un état du rapport des forces en présence ; nullement quelque chose de moral. L'erreur – plus exactement la tromperie – des Bolcheviques est de faire croire à autre chose que ce qu'ils font en réalité, en d'autres termes qu'ils agiraient pour l'idée de la réalisation du bonheur sur terre, alors qu'ils ne servent que la force[49]. C'est cette « machine » – la bureaucratie – dont il nous faut à présent examiner les rouages.

IV. La bureaucratie patrimoniale

Seconde catégorie dont ce travail s'attache à cerner plusieurs figures historiques concrètes, celle de bureaucratie. Quatre traits le caractérisent[50]. D'abord les traits propres à la notion qui définissent en quelque sorte la version statique de l'idéal-type. Il s'agit de la précision qui caractérise la bureaucratie, la spécialisation, la hiérarchisation, la discipline, la division du travail, la délimitation stricte des compétences et la continuité. Mode d'organisation techniquement parfait – c'est le second trait qui renvoie à sa capacité de s'étendre à toutes les organisations – la bureaucratie permet de prévoir l'avenir, en raison de la régularité des comportements qu'elle impose et cela en toute solidité. La prédictibilité est l'équivalent de la « calculabilité » dans l'entreprise. De plus, de la répétition des actes et de la soumission à l'ordre donné résulte la plus grande efficacité. La bureaucratie élimine les sources de l'arbitraire pour poser comme moteur de l'action la répétition, la routine. Pour ces différentes raisons, la bureaucratie s'avère être historiquement le lieu même de la rationalité technique, et le moteur de la rationalisation. C'est pourquoi elle s'impose en tout lieu dans les domaines professionnels où il est question d'organisation – de l'entreprise à l'Etat, en passant par toutes les administrations.

Or, de même que le marché nourrit sa propre contradiction, par excès, la bureaucratie peut ouvrir sur son autre, le désordre bureaucratique. La contradiction interne qui la frappe et avec elle, toutes les catégories de l'action est celle de la pétrification, qui dans son cas se traduit par la production de règles orientées pour son seul service. Les détenteurs du pouvoir bureaucratique, alors même qu'ils étaient choyés par le peuple qui voyait en eux le meilleur rempart contre l'arbitraire des princes, deviennent très vite les défenseurs des inégalités les plus criantes en raison même des privilèges qu'ils s'arrogent. Détenteurs du savoir des règles, ils détournent pour leur propre usage ce qui devrait être destiné à tous : la loi. De défenseurs de la démocratie qu'ils étaient lorsqu'ils défendaient le principe

46. *Idem*, p. 207.

47. *Idem*.

48. *Idem*, p. 214.

49. C'est d'ailleurs dans cette idée du bonheur réalisable sur terre que Weber pressent la ruine du politique, en d'autres termes, la main mise définitive de la machine sur l'homme, la victoire de l'instinct bureaucratique sur la force créatrice, la domination de « la phraséologie conventionnelle des cuistres et des techniciens de la politique », *idem,* p. 215.

50. Wolfgang Mommsen, "Max Weber on Bureaucracy and Bureaucratization: Threat to Liberty and Instrument of Creative Action", in *The Political and Social Theory of Max Weber*, *op. cit*, p. 109-120.

de l'universalité de la loi (en sa source et dans son objectif) contre le fait du prince, ils en viennent à ériger et à défendre d'autres Bastilles au motif de l'expertise, du savoir, de la connaissance de l'ordre social. La lutte entre la nécessaire spécialisation des activités et la conduite politique – celle que Weber saisit dans l'opposition du savoir et du dilettante politique – ouvre sur la lutte pour le contrôle dont sortent exclus, en fin de course, les citoyens. La dépendance à l'égard de l'administration des choses se transforme en dépendance vis-à-vis de la bureaucratisation des hommes. L'analyse des effets sociaux de cette inversion des fins qui caractérise alors la bureaucratie a donné lieu à l'un des courants les plus fertiles de la sociologie américaine et française depuis plusieurs décennies[51].

IV.1. Rationalisation et domination de la machine. Marx et Weber

A l'égal du marché, la bureaucratie incarne l'inéluctable « marche » du monde vers le renforcement de la technique, l'efficacité accrue, le profit exponentiel, mais aussi simultanément, la dépersonnalisation des échanges, la perte des origines, l'accroissement des conflits et de la misère. A ceux qui penseraient que Weber n'est que le chantre de la bourgeoisie (comme, il est vrai, il aimait à se définir lui-même), il vaut la peine de relire les pages où il exprime sa colère contre les effets destructeurs du marché et sa compassion devant l'inégalité sociale : « le combat économique pour l'existence sans amour et sans pitié […] dans lequel non pas des millions mais des centaines de millions d'individus sont physiquement et spirituellement détruits année après année[52] ». Après cela, on ne s'étonnera plus qu'il ait considéré Marx comme un esprit génial notamment pour avoir placé au cœur de son analyse la production de l'aliénation par les forces de l'échange économique et d'avoir analysé, avant tous les autres, la domination rationnelle du monde dans les termes de l'expulsion de l'homme hors du monde[53].

Pourtant à la différence de Marx, Weber ne pense pas possible la libération de l'homme hors de la « machine » dont la bureaucratie est l'un des plus puissants vecteurs. A l'instar du marché, elle est inéluctable et, dans la précision et la prédictibilité qui est la sienne, elle est l'avenir du monde. D'un côté, par la rationalisation qu'elle opère des modes de fonctionnement antérieurs ancrés dans la relation personnelle, dans le caractère vague du calcul, dans l'absence ou peu s'en faut d'une règle écrite, stable, intangible, la bureaucratie est porteuse de la domination légale rationnelle[54]. De l'autre, par les bénéfices qu'elle laisse escompter et par la suprématie des organes administratifs qu'elle impose, elle est le vecteur de la modernisation, cette modernisation qui est autant la négation de la tradition dont

51. Merton, Bau, Parsons et March, pour les premiers ; Crozier, Friedberg, Reynaud, Thoenig, Sainsaulieu, et toute la riche école française de la sociologie des organisations qui s'inspire de ces derniers auteurs.

52. Zwei Gesetzen, *Gesammte Politische Schriften,* Tübingen, JC B. Mohr, 1916, p. 144 (cité in Richard Swedberg, *Max Weber and the Idea of Economic Sociology*, Princeton, Princeton University Press, 1998 p. 33).

53. « Quiconque a appliqué une seule fois les concepts marxistes connaît l'importance *heuristique* éminente, et même unique de ces idéal-types quand on les utilise seulement pour comparer la réalité mais aussi leur danger dès qu'on les présente comme des constructions ayant une validité empirique ou comme des 'forces agissantes' réelles », in *L'objectivité de la connaissance*, *op. cit*., p. 189.

54. « L'administration purement bureaucratique, donc fondée sur la conformité aux actes, l'administration bureaucratico-monocratique, par sa précision, sa performance, sa discipline, son rigorisme et la confiance qu'elle inspire, par conséquent par son caractère de prévisibilité pour le détenteur du pouvoir comme pour les intéressés, par l'intensité et l'étendue de sa prestation par la possibilité formellement universelle qu'elle a de s'appliquer à toutes les tâches, perfectible qu'elle est d'un point de vue purement technique afin d'atteindre le maximum de rendement, cette administration est, de toute expérience, la forme de pratique de domination la plus rationnelle du point de vue formel », in *Economie et société*, *tome 1*, *op. cit*., p. 297-298.

elle s'extraie que la promesse d'un rendement supérieur qu'elle annonce. Au sein de ses différentes manifestations, elle est la figure historique d'un hybride mêlant ruptures et continuités tant des formes de domination politique que des attachements individuels.

Rationalisation, bureaucratisation et modernisation sont ainsi autant de facettes d'une dynamique qui enchaîne l'homme à la poursuite d'un rendement supérieur, toujours plus éloigné de son origine et à jamais aveugle de son avenir. En cela, Weber se distingue fondamentalement de Marx pour lequel l'horizon s'éclaire de la libération de l'homme grâce à la prise du pouvoir par une classe, victorieuse du long conflit historique entre les exploiteurs et les exploités. La fin de l'Histoire qu'actualise, selon Marx, la prise du pouvoir par la classe ouvrière marque la réconciliation de l'Homme avec son essence, que l'existence historique n'avait cessé de dissocier. Le marxisme est à cet égard une ontologie, ou mieux, un essentialisme historique. Avec Weber, il n'y a pas de lendemains qui chantent, pas de solution collective. Le capitalisme est le destin du monde car la rationalisation est inéluctable sous l'aspect de la domination bureaucratique toujours plus accentuée du calcul, de la perte des origines et de la perte du bonheur[55]. Au bout de ce constat, il n'y a que la possibilité d'espérer freiner la marche de la machine en affirmant sa liberté, par l'incessante reprise d'un travail acharné. En dépit de tout ce savoir de l'inéluctable victoire de la machine sur l'homme, il n'en reste pas moins cette capacité à opposer le *quand même* qui témoigne de l'impériale vision d'un avenir perdu mais qu'il vaut, *quand même*, la peine de jouer[56]. Pour cette raison, Weber est l'héritier du libéralisme individualiste.

IV.2. L'ordre bureaucratique. Groupements et statuts

Expressive d'une performance supérieure aux autres modalités d'action – mais seulement du point de vue de l'efficacité – la bureaucratie est admise comme étant la forme de la domination la plus performante par tous les pouvoirs organisés. Dans cette dynamique, l'appareil d'Etat (composé des fonctionnaires civils) peut se révéler le groupement le plus puissant, celui qui menace de subvertir le politique en s'autonomisant, c'est-à-dire en se fixant à lui-même sa propre fin. Dans ce mouvement, la bureaucratie s'affirme comme expressive d'un groupe caractérisé par ses propres intérêts et par ses propres moyens d'intervention. La bureaucratie renvoie ainsi non seulement à la règle et à son possible dérèglement sous l'effet de l'autonomisation des fins, mais à une structure sociale porteuse d'un type d'Homme : le bureaucrate. Il se singularise par un comportement fait d'arrogance légitimé par la détention du savoir des règles et par sa capacité à imposer le silence à ceux qu'en réalité elle devrait servir, non asservir. On saisit la cause du dérèglement qui menace la bureaucratie en comprenant le risque de perte du service public de la part d'individus qui se prennent pour la propre fin de leur action. C'est la *Beamtenherrschat*, la domination des fonctionnaires dont Weber assigne l'origine aux conservateurs prussiens, représentants fanatiques de la *Staatsraison*, et qui font du secret manié

55. Cf. François Bafoil, « Weber critique de Marx, éléments d'une interprétation de la crise des systèmes bureaucratiques communistes », *L'année sociologique*, vol. 48, n°2, 1998, p. 385-415.

56. Citons ici les dernières phrases, toutes nietzschéennes, de l'opus magnum sur la religion : "Nul ne sait encore qui à l'avenir habitera la cage ni, si à la fin de ce processus gigantesque apparaîtront des prophètes entièrement nouveaux, ou bien une puissante renaissance des penseurs et des idéaux anciens ou encore – au cas où rien de cela n'arriverait – une pétrification mécanique, agrémentée d'une sorte de vanité convulsive. En tous cas, pour ces « derniers hommes » de ce développement de la civilisation, ces mots pourraient se tourner en vérité : « spécialistes sans visions, et voluptueux sans cœur – ce néant s'imagine avoir gravi un degré de l'humanité jamais atteint jusque là », in *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme, op. cit*., p. 225.

comme une arme, le fondement de leur autorité[57]. Le vice de la bureaucratisation publique réside dans l'appropriation privée par les fonctionnaires. En s'affirmant comme un groupement, distinct des autres, sur la base de l'autorité qu'il fait dériver de son savoir des règles, cet ensemble de fonctionnaires pose le primat de l'éducation comme facteur de distinction des groupes. L'éducation est le moteur du prestige social, le vecteur de l'ascension sociale et sous certaines conditions, la source unique de la domination des postes politiques. Au final, la bureaucratie accélère la destruction de l'ordre traditionnel, en ce qu'elle dévoile l'imposture du silence de « l'éternel hier » (*das ewige Gestern*) et de son principe de stabilité qui repose sur l'ignorance de l'origine des règles. Elle le fait pour mieux lui substituer un autre ordre, soit disant fait de clarté des règles – celle du savoir rationnellement fondé – mais dont elle s'empresse d'en bloquer l'accès, créant ainsi la nouvelle imposture. Cette fois, il ne s'agit plus de celle fondée sur l'ignorance mais de celle propre à la détention d'un savoir. On peut en suivre plusieurs figures historiques sous la forme des bureaucraties patrimoniales de la période communiste ainsi qu'avec les formes du marché qui ont émergé après 1989. Loin de faire valoir une clarté indubitable des règles propre à confondre toute forme de corruption dont auraient été exclusivement affectés les entreprises cédées à leurs salariés, les repreneurs étrangers ont, à de très nombreuses reprises, révélé leur capacité à contourner la loi, pire à violer les termes mêmes des contrats qu'ils avaient eux-mêmes établis pour acquérir les entreprises. Mais, à une époque où prévalaient sans aucune contestation possible, le « tout marché » et les règles du management à l'occidentale, pareilles pratiques dilatoires ont pu voir le jour en toute impunité, tandis qu'à l'opposé, les entreprises cédées à leurs salariés se voyaient accusées des pires maux. Plutôt que de nous pencher une fois encore sur cet aspect décisif de la transformation post 1989[58], examinons plutôt la dynamique de bureaucratisation révélée par le changement de paradigme de la loyauté politique à celui du mérite. Il a donné lieu récemment à la soutenance d'une thèse majeure[59].

V. L'ordre des diplômes et de la promotion sociale, un aspect de la transition post-communiste

Accompagnant l'ordre du marché, le diplôme, en Europe centrale et orientale, est devenu dans les années 1990 le vecteur principal de la redistribution des chances individuelles, celles qui ont détruit les statuts fondés sur les privilèges accumulés et contribué à la formation des classes. Weber assigne ce terme à la position fonctionnelle de certains groupes dans l'économie. Une liaison étroite a noué, en effet, l'affirmation de la bureaucratie comme ensemble social spécialisé et l'émergence de groupes moteurs du changement social, sous l'effet de la qualification de ses membres. L'intérêt de mobiliser une fois encore les catégories weberiennes repose sur leur apport évident pour comprendre la déflagration considérable qu'à entraîné la substitution d'un lien de loyauté à l'égard de l'autorité politique (même si ce lien était devenu très lâche au cours du temps) pour justifier de la position sociale, à un

57. C'est le reproche majeur qu'a adressé Weber à Bismarck, qui n'a laissé comme héritage que la domination de fonctionnaires bornés et arrogants en face d'un pouvoir impérial sans aucune envergure et une classe politique abêtie. D'où sa recherche compulsive de l'équivalent d'un César qui réunirait grâce au plébiscite l'onction du peuple et le pouvoir de l'individu charismatique, pour mieux affirmer les idéaux de la Nation.

58. Voir François Bafoil, *Europe centrale et orientale..., op. cit.*

59. Marie Plessz, « Stratification sociale et générations en Europe centrale post communiste », thèse de doctorat soutenue à l'IEP de Paris le 18 juin 2009, 472 pages.

lien de mérite. Le « mérite », c'est-à-dire la reconnaissance d'une compétence sanctionnée par un jury et donnant droit à un diplôme ouvrant sur l'occupation d'un poste rémunéré, a marqué un complet renversement au sein de sociétés pour lesquelles, bien évidemment, l'éducation représentait un pilier fondamental des politiques publiques.

C'était d'ailleurs l'un des progrès incontestables des autorités communistes – et l'une des sources de leur légitimité – que d'avoir partout fait reculé l'illettrisme et plus encore d'avoir généralisé l'enseignement, promouvant largement l'enseignement technique, et moins l'enseignement universitaire. Mais les diplômes, s'ils qualifiaient effectivement nombre d'individus auparavant, enfermaient toutefois les individus dans des hiérarchies professionnelles limitées par le haut et par le bas : par le haut en raison de la loyauté exigée au Parti. Sur ce point, la limitée fixée était très basse, car l'obtention d'un poste de responsabilité de contremaître était soumise à l'appartenance au Parti. Par le bas, ensuite, car dans la vie des entreprises et des ateliers dominait une hiérarchie qui n'avait guère à voir avec le diplôme mais bien davantage avec le type d'économie marqué par la pénurie constante des biens et pour cela, sans cesse soumis aux interruptions de toutes sortes. Dans ces conditions, les titulaires des postes de réparation mécanique et électrique constituaient « l'aristocratie ouvrière » jouissant d'une autorité sans équivalent dans l'entreprise. Venaient s'y ajouter bien sûr les statuts acquis par les professions « nobles » sur celles de « service », celles liées au transport des biens sur les autres, etc.

V.1. Le paradoxe du changement dans les entreprises en 1989

A compter de 1989, les hiérarchies construites en fonction de l'appartenance au parti et en fonction des milieux professionnels de « base » vont être peu à peu radicalement transformées. Peu à peu et non immédiatement, et c'est là le paradoxe du changement de la période qui fait suite à 1989. Les révolutions qui déferlent alors dans les pays d'Europe centrale et orientale, si elles se traduisent très vite par des courbes de chômage impressionnantes et l'imposition de normes managériales inédites, vont néanmoins trouver une limite très importante dans l'entreprise. Cela, à deux niveaux. D'abord au niveau des directions des entreprises. En de nombreuses circonstances, celles-ci vont être capables d'aménager les nouvelles règles à leur profit, qui en achetant les entreprises à l'encan, qui en travestissant les droits de propriété, qui en créant des sociétés factices uniquement destinées à piller les entreprises publiques. On parlera alors, à juste titre, de « privatisation rouge » pour définir cette dynamique du changement dont vont largement profiter les anciens responsables. Cette dynamique va nourrir le soupçon largement fondé d'une collusion d'intérêts entre les directions d'entreprises et les nouveaux maîtres, et donc d'une vaste manipulation des nouvelles règles du jeu par tous, anciens et nouveaux responsables. Des pays des Balkans aux pays d'Europe centrale – y compris la République tchèque qui pourtant s'affichait comme la plus libérale et la plus anticommuniste – partout des coalitions voient le jour entre les anciens responsables économiques et les nouveaux responsables politiques. Le sentiment du « tous pourris » qui succède à l'enthousiasme révolutionnaire des premiers instants en résulte. Ensuite, au niveau des collectifs de travail, à la base dans les ateliers. Là, les statuts accumulés durant les décennies précédentes dans les collectifs de travail vont permettre d'amortir le terrible choc de l'imposition des règles du marché qui font obligation désormais aux entreprises de s'orienter dans un environnement qu'elles ne maîtrisent pas. Dans ces conditions, plutôt que de suivre des règles dont on pressent par trop le funeste effet en termes d'emploi, mieux vaut les aménager. Plutôt que de jouer un

jeu aux bénéfices incertains, la rationalité a consisté à s'appuyer sur le stock de ressources disponibles. De là, les diminutions des volumes d'horaires, les diminutions de salaires, sur fond de maintenance des services sociaux d'entreprises, restauration et centres de repos inclus. Dans cette seconde dynamique de contournement de la règle budgétaire « dure » pour reprendre les termes de Kornai[60], les syndicats n'ont pas été en reste. La seule carte qu'il leur restait à jouer, c'était la défense de l'emploi, coûte que coûte. Dans l'entreprise, partout en Europe post-soviétique, une vaste vague de défense syndicale de l'emploi s'est ébauchée contre les effets néfastes de la « modernisation » des entreprises.

Là est le paradoxe : les syndicats et les autres organisations sociales, qui durant des décennies avaient été les détenteurs des statuts privilégiés liés aux allégeances politiques n'avaient jamais défendu ceux dont ils tiraient pourtant leurs mandats – les ouvriers. Or, ce sont ces mêmes détenteurs qui ont tenté à ce moment précis de 1989 de sauver ce qui pouvait l'être. Incapables d'enrayer la chute brutale qui avait conduit à la ruine des institutions de type soviétique en 1989, ces détenteurs de statuts ont trouvé dans la courte période postérieure à 1989 l'opportunité de revaloriser leur prestige. En d'autres termes, les statuts qui ont reflété l'acquisition et la monopolisation des biens pour certains groupes proches du pouvoir avant 1989, ont permis que soient maintenus (encore une fois sur une très courte période de la transition initiale) quelques avantages pour une population ouvrière en complète et violente déstructuration à compter de 1989. Avec leur intervention inopinée dans un champ désormais porté par d'autres forces – celles du marché et de la concurrence – on a assisté au dernier conflit de type « soviétique » qui s'est joué entre l'efficacité économique portée par les restructurations de type occidental, et la justice sociale, portée par ces groupes « privilégiés » d'antan qui ont livré là leur dernière bataille.

Pour peu de temps, en fait. La déferlante des investissements directs étrangers, vecteurs des nouvelles formes de management, mais avec eux également les chances d'accès à de nouveaux marchés, à de nouvelles qualifications, à de nouvelles carrières et à des nouvelles technologies, ont eu tôt fait de laminer les défenses statutaires érigées en catastrophe. Au tournant de 1995, reflue déjà l'opinion selon laquelle les responsables politiques et économiques d'avant 1989 sont parvenus à conserver leurs statuts en se reconvertissant dans la sphère économique. Les analyses importantes conduites par les Szelenyi sur la circulation et la reproduction des élites[61], validées empiriquement par d'importantes études ne valent finalement que pour une courte période. Bientôt s'imposent les analyses, en Pologne et en Hongrie, qui montrent combien les ressources accumulées avant 1989 par les élites politiques cèdent le pas devant le diplôme ou le capital familial. Les différences sont très importantes par pays.

Le cas de la République démocratique allemande (RDA) est exemplaire de ce moment par la radicalité de la dynamique d'expulsion des élites communistes. Notons pourtant qu'il s'agit là d'un cas non pertinent en raison du caractère singulier de la prise en charge intégrale de la RDA par la République fédérale allemande (RFA). En RDA en effet, tous les responsables politiques et économiques ont été éjectés sous l'effet combiné du « transfert institutionnel » intégral, de l'action de l'agence de privatisation (la Treuhandanstalt) et de la mise en coupe réglée des entreprises sous l'autorité ouest-allemande. Il n'est resté à ces responsables politiques et économiques que les mandats politiques locaux, ce qu'ils sont parvenus en grande partie à obtenir, adossés à un parti politique d'envergure strictement est-

60. János Kornai, *Socialisme et économie de la pénurie*, Paris, Economica, 1984.

61. Ivan Szelenyi, Szonja Szelenyi, "Circulation or Reproduction of Elites during the Postcommunist Transformation of Eastern Europe", *Theory and Society*, vol. 24, 1995, p. 615-638.

allemande, le PDS (Partei des Demokratischen Sozialismus, parti du socialisme démocratique), héritier du SED (Sozialistische Einheitspartei Deutschland, parti socialiste unifié d'Allemagne). La situation des autres pays est plus complexe, car les cas de figure vont être clivés sous l'effet d'une contrainte de plus long terme : l'intégration dans l'Union européenne. L'Union, en effet, va faire du parachèvement des processus de restructuration des entreprises l'une des clés de l'intégration. Sur ce point, la partie centrale de l'Europe se différencie largement de la partie « balkanique ». Dans la première qui regroupe la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie, l'imposition plus rapide de l'état de droit réclame la formation d'agences publiques garantes des nouvelles règles du jeu (notamment liées à l'exercice de la propriété privée). Dans ce cadre, la réforme de l'éducation devient un chantier prioritaire, tant les besoins sont immenses en matière de spécialistes de tout genre. Le pouvoir d'achat, plus élevé dans les pays du centre, va accompagner l'émergence d'un puissant secteur privé de l'éducation, et notamment d'un grand nombre d'universités qui vont largement fonctionner sur le principe du financement privé, même si le corps enseignant est majoritairement public. Par ailleurs, la présence massive des investisseurs étrangers, et parmi eux ceux des secteurs financiers et de l'assurance, va requérir la formation très importante de spécialistes de ces disciplines. L'usage des langues étrangères s'étend. L'éducation, tant initiale que continue, devient le vecteur de l'accès aux marchés du travail, celui de l'accroissement des inégalités salariales et celui de la mobilité sociale. Les inégalités s'approfondissent sous cet effet combiné et pour le coup, les « perdants » se comptent par cohortes.

V.2. Qui sont les perdants ?

Ces « perdants », qui sont-ils ? Ce sont d'abord ceux qui formés aux alentours des années 1960 n'ont pas pu accéder aux postes de responsabilités dans les années 1980 en raison des blocages rappelés plus haut, relatifs à la « gérontocratie » croissante des élites. Trop âgés après 1990, ils n'ont pas davantage pu accéder aux postes de responsabilité à cette date. Double dynamique de perte donc, qui a affecté toute une cohorte d'individus bien formés pour la plupart – notamment les techniciens œuvrant dans les postes intermédiaires – mais qui se sont sentis largement « grugés » par deux fois : et par le système qu'ils quittaient sans regret, et par celui qu'ils atteignaient sans espoir. Perdants également ont été les individus non qualifiés. On a pu évaluer leur nombre à 20 % en Pologne et pour cette catégorie. Perdants encore, tous ceux qui ont été rejetés hors des critères de sélection, qu'ils aient été privés avec les nouvelles technologies et la nécessité de disposer des qualifications idoines ; qu'ils aient été publics avec les cibles des travaux aidés. Ces derniers ont davantage favorisé certains profils – les hommes non qualifiés aux dépends des femmes, qui ont pourtant formé le gros des troupes au chômage dans la décennie 1990.

Perdants ainsi sont ceux qui ont été « désinstitutionnalisés », autrement dit ceux qui n'ont trouvé place ni dans les programmes privés ni dans les programmes publics de formation professionnelle, notamment parce que les institutions précédentes avaient été détruites et parce que les nouvelles institutions des marchés du travail ont réclamé du temps pour émerger. Perdants, enfin, tous ceux qui n'ont pu valoriser leur expérience passée d'une manière ou d'une autre, en raison des nouvelles conditions du marché. « Désinstitutionnalisation » et « anéantissement » des expériences individuelles, telles sont les deux dynamiques fondamentales qu'a isolées Marie Plessz. Elle a conclu de son analyse portant sur la stratification sociale après 1990 qu'il ne s'agissait nullement d'un effet de période,

mais bien davantage d'un phénomène systémique, ayant touché toutes les tranches d'âge, toutes les qualifications, tous les salariés.

VI. Les formes de la domination politique

Ayant examiné dans les sections précédentes différentes formes du marché et de la bureaucratie, dans leur caractère idéal-typique et dans quelques-unes de leurs variations historiques, il nous reste maintenant à construire les formes de domination politique correspondantes. Il s'agit non pas de déduire un équilibre social ou un type d'échange d'une forme de domination, mais bien à l'inverse de construire cette dernière à partir des groupes sociaux porteurs, saisis dans l'orientation subjective qui caractérise chacun d'entre eux (amour, foi et connaissance). Il s'agit ensuite d'en saisir le type d'homme approprié (le père, le guide, le chef) ; enfin d'appréhender les germes de corruption qui les minent.

Tableau 1. Bases sociales des trois formes de la domination politique

	Traditionnelle	*Charismatique*	*Légale-rationnelle*
Orientation subjective	Amour	Foi	Connaissance
Origine	Caractère saint de la tradition, « l'éternel hier », l'arbitraire de l'origine	Caractère surhumain du chef exécutant une tâche hors du commun, extra-quotidienneté	Pacte orienté en finalité ou en valeur, ordre impersonnel
Groupement politique	Etats patrimoniaux, gérontocratie, patriarcat, sultanisme.	Communautés émotionnelles, adeptes, partisans, apôtres	Fonctionnaire, expert
Type d'administration	Maison	Palais ou tente	Bureau
Moyens de paiement pour l'administration	Trésor personnel, ressources du rapt, tribut	Dons	Impôt pour payer les fonctionnaires
Direction	Direction administrative et militaire purement personnelles. Ordre (*Stand*) = appropriation des ressources par les détenteurs de la domination (les vassaux)	« Aux époques pré rationalistes, tradition et charisme se partagent peu à peu la totalité des orientations de l'action » (*Economie et société*, *op.cit.*, p.325)	Administration bureaucratique, fonctionnaire

Adapté de Richard Swedberg, *Max Weber and the Idea of Economic Sociology*, Princeton, Princeton University Press, p. 32-33.

VI.1. L'ordre traditionnel

De l'ordre traditionnel, indiquons d'abord qu'il renvoie à « l'attitude mentale consistant à se régler sur les habitudes quotidiennes et à croire qu'elles constituent une norme inviolable pour l'action[62] ».

62. Max Weber, « L'éthique économique des religions mondiales », *op. cit.*, p. 371.

La perte du savoir des origines dans un passé très ancien mais appelé à s'éterniser (*das ewige Gestern*) et l'amour infini accordé à l'autorité paternelle qui l'incarne, qui la fait vivre et même revivre, en sont les deux composantes. Respect de la tradition d'un côté, confiance sans borne dans le jugement du père confèrent à la durée sa propre vertu et à la règle, son caractère incontestable. Il en va de même si le titulaire de l'autorité – toujours le plus âgé – laisse place à une forme collégiale d'exercice de l'autorité (les anciens). Cette domination traditionnelle se caractérise ensuite par une diminution du droit des individus, au profit de quelques-uns et selon une règle dont l'origine est oubliée, ainsi que par un accroissement des devoirs et des règles. Au final, cette forme est peu complexe, en raison de l'âge du détenteur et de l'absoluité de son pouvoir, limité par peu de prescriptions écrites. Son outil de domination est l'armée qui se différencie selon sa plus grande proximité au chef. Deux sous types approfondissent cette forme « primaire » de l'exercice du pouvoir : d'un côté, la domination patrimoniale (celle du roi et de sa cour, ainsi que celle de la féodalité réunie par le sang et la camaraderie), de l'autre le sultanisme. « Avec l'apparition d'une direction administrative (et militaire) purement personnelle du détenteur du pouvoir, toute domination traditionnelle incline au patrimonialisme et à l'apogée du pouvoir, au sultanisme[63] ». Or, une contradiction mine cette forme de domination. Il s'agit de la nature décentralisée de l'administration (qu'il s'agisse de l'armée ou de la cour) dont le maintien conduit à un conflit entre l'autorité légitime et son soutien. Enfin, si la figure patrimoniale partage avec l'autorité charismatique le silence sur ses origines, il se distingue de l'autorité légale rationnelle en ce qu'il ne dispose ni de la compétence, ni de la hiérarchie rationnelle fixe, ni du contrat[64]. C'est l'irrationalité de la tradition[65].

VI.2. La domination charismatique

Si le charisme – la figure de l'autorité la plus fascinante aux yeux de Weber – se définit fondamentalement par la qualité intrinsèque supposée de l'individu, le système qu'il caractérise est par définition celui de l'instabilité. Pour cette raison, d'ailleurs, « [l]e charisme est la grande puissance des époques révolutionnaires[66] ». Deux facteurs peuvent rendre compte de cette instabilité fondamentale. Le premier renvoie à la volonté de l'individu charismatique d'accomplir la négation de l'ordre traditionnel. C'est pour notre cas communiste l'exemple de Staline s'attachant à briser les traditions, léninistes d'un côté avec la liquidation de la « vieille garde », et au-delà, tout l'ordre tsariste, à commencer par l'ordre paysan millénaire. Le second facteur révèle la crainte mortelle qu'il nourrit à l'encontre de toute routinisation de son action. Autrement dit, l'individu charismatique est contraint de toujours s'agiter : il est sommé de reproduire sans cesse l'état d'extase et d'adhésion qu'il provoque chez ses admirateurs – apôtres, fidèles, suiveurs de tout poil – au risque de ruiner son crédit faute de preuve. La figure du charisme est en effet la « domination exercée sur les hommes à laquelle les dominés se plient en vertu de la croyance en une qualité attachée à cette personne en particulier[67] ». Jésus est condamné à faire des miracles et les révolutionnaires à réitérer sans cesse la geste originelle

63. Max Weber, *Economie et société*, *tome 1, op. cit.*, p. 232.
64. *Idem.,* p. 304.
65. *Idem,* p. 318-319.
66. *Idem*, p. 325.
67. « L'éthique économique des religions mondiales »*, op. cit.*, p. 370.

qui leur ont permis de renverser l'ordre ancien. D'où leur obligation commune d'agiter sans cesse la masse, de la mobiliser et de la rendre instable. Leur pouvoir réside plus que tout dans le maniement de l'incertitude.

Par ailleurs, si « il rejette et dédaigne l'utilisation économique de la grâce comme source de revenus[68] », il lui faut bien payer en retour sa garde et ses suiveurs. Il lui faut une comptabilité, des règles et des institutions. Ce sont autant d'éléments qui signent l'institutionnalisation du charisme, et qui portent en soi le risque de sa « dépersonnalisation ». « Avec la routinisation, le groupement de domination charismatique débouche largement sur les formes de la domination quotidienne (*Alltagsherrschaft*), patrimoniale (en particulier par un ordre) ou bureaucratique[69] ». De là, les soupçons de trahison que nourrit le chef à l'encontre de ses fidèles, dont l'unique souci est désormais de stabiliser leurs avoirs personnels, ce qui ne peut que provoquer sa colère et relancer la violence et la terreur. Le mouvement, un moment assoupi, repart et avec lui, l'incertitude maximale. L'institution devient l'ennemi mortel, et inéluctablement le charisme de révolutionnaire se transmue en son contraire. L'individu charismatique ouvre, en effet, sur l'institution charismatique (le monachisme) héritière des qualités sanctificatrices de l'individu, mais animée par le souci de calmer le jeu en assurant des bénéfices sur le long terme. La durée de l'institution ruine l'instant du charisme, condamné à tourner sur lui-même. Or, l'institution charismatique se développe en opposition au charisme individuel. Elle en marque la limite et la fin. L'individu charismatique est bien un intermédiaire entre les différents ordres. Le capitalisme de brigand (avec le type du condottiere), l'économie de guerre (avec celui du communiste radical) ou le capitalisme de paria (avec la figure du Juif) sont des moments entre l'ordre traditionnel et l'ordre régulé qu'ils contribuent à fonder mais dont leur mise à mort est requise pour qu'il se développe. Au final, l'individu charismatique est toujours menacé d'être repris par la tradition dont il s'est extrait, ou par la règle qu'il n'a cessé d'écarter.

VI.3. La domination légale-rationnelle

Des deux types précédents, l'on comprend maintenant l'enjeu du conflit des intérêts qui lie les acteurs en présence. Il n'est autre que la domination de la règle qui s'impose à tous, que ce soit dans l'obscurité de ses origines avec la domination patrimoniale, dans la qualité de l'individu charismatique, ou comme dans la domination légale-rationnelle, dans la clarté du savoir qui la promeut. On saisit comment cette forme de domination se laisse lire partiellement dans les précédentes figures, dont elle se différencie pourtant radicalement. L'ordre légal-rationnel n'est ni l'œuvre d'un héros, ni une histoire de la nuit des temps. En s'attachant à dire son origine et ses modes de fonctionnement, il fait de son principe de clarté le signe de la pureté des intentions de ses auteurs, et la preuve de son efficacité. D'où la notion de connaissance qui lui est attachée pour l'exercice de sa fonction, car le savoir des règles est l'un des exercices les plus élevés dans l'ordre des professions. Cela explique l'accent mis d'un côté sur la fonction de rationalisation qu'elle opère parmi les images du monde qui obscurcissent et déforment la réalité, de l'autre sur la fonction de l'expertise comme savoir spécialisé, capable d'organiser la pratique. Pour avoir indiqué plus haut les errements de la bureaucratie sous les effets du trop plein de règles et de détention du secret des règles par la classe particulière des experts, on ne s'étendra pas sur le vice inhérent à la

68. *Economie et société*, *tome 1, op. cit.*, p. 324.
69. *Idem*, p. 322.

domination légale-rationnelle. Qu'il nous suffise de dire qu'elle repose sur le renfermement de l'autorité dans la certitude de son savoir, déconnecté des autres sources de connaissance et d'expérience.

VI.4. Croissance et dégradation des ordres économiques, sociaux et politiques

Enfin, au sein même de chaque type de domination, on peut noter les facteurs de sa propre dégradation, comme autant d'éléments de son irrationalité. Chaque catégorie se définit ainsi par sa propre logique (*Eigengesetezlichkeit*), référable à une « intentionnalité subjective » dont l'excès lui est propre. Le désordre et la mort, mais aussi le changement social ne sont pas l'effet d'une cause extérieure. Ils définissent le propre même de la génération des choses et des individus qui portent en eux-mêmes les principes de leur propre dégradation : par usure, par excès, par manque de contrôle, par oubli. Pour ne s'en tenir qu'aux catégories de la domination politique, chacune d'entre elles se caractérise par une orientation intersubjective et un type de régularité qui s'enracine dans le lien des sujets à l'autorité désignée (le père, le révolutionnaire, le chef de bureau) dont la perte ouvre sur la dégradation de l'ordre.

Tableau 2. Les germes de la corruption

Catégorie de l'autorité	*Orientation subjective*	*Lieux de l'action collective*	*Structure d'échange*	*Conflit/corruption*
Traditionnelle	Affectivité, sentiment, amour	Famille, parentèle, cour	Troc au sein de la famille, maison, économie domestique, *Oike*	Décentralisation
Charismatique	Affectivité, foi, amour, valeur	Fidèles, apôtres, affidés, garde, cloître	Ordre symbolique, sang, troc	Règle et quotidienneté, privilèges
Légal-rationnelle	Raison	Bureaucratie Administration	Monnaie et classe	Machine bureaucratique, expertise, savoir

On l'a vu avec le charisme : si la rationalité du charisme est bien la capacité de faire valoir une qualité telle qu'elle déclenche chez le partenaire l'admiration et la foi, ce n'est que par l'entretien de cette qualité que la foi qui lui est attachée peut perdurer et dans cette contrainte. Que le chef charismatique se trouve dans l'impossibilité de fournir les prestations qui lui assuraient l'appui de ses affidés et ceux-ci ne chercheront qu'à le déposer, voire à le mettre à mort. En effet, la qualité dont il tirait le prestige de son autorité aura pâli jusqu'à apparaître ce qu'elle n'a en fait jamais cessé d'être : une vaste manipulation, un mensonge à grande échelle. Prenons également l'exemple de la bureaucratie. Elle se caractérise fondamentalement par la précision, la discipline, l'ordre et la soumission à cet ordre de la part d'individus payés pour son service. En ce sens, historiquement, elle est l'agent de la démocratisation qui se renverse en son contraire, la dictature, pour peu que le savoir de la règle (notamment juridique) dont elle faisait état contre les détenteurs du pouvoir politique se mue en expertise au service des seuls fonctionnaires.

Conclusion

Le rappel de ces quelques énoncés weberiens s'avère fructueux pour l'examen comparé de plusieurs économies politiques sous le communisme et le post-communisme, ainsi que dans les périodes coloniale et post-coloniale, pour deux raisons principalement. La première tient au fait qu'il s'agit de considérer les idéaux-types pour ce qu'ils sont, à savoir des « tableaux » idéalisés qui donnent sens à une réalité éparse, quitte comme le dit Weber à exagérer jusqu'à l'hyperbole les traits qui sont les leurs. En cela, ils nous servent de mesure pour l'examen des cas particuliers, historiquement situés. En d'autres termes, la construction de l'idéal-type du marché ou celui de la bureaucratie délivre les principaux éléments dont on peut repérer le manque ou la corruption dans les systèmes locaux pris pour objet de l'analyse. On peut ensuite mieux mesurer les « écarts » historiques et en chercher les causes dans les agencements sociaux particuliers. D'où le second intérêt de l'approche weberienne. Il consiste à chercher dans les réalités étudiées des dynamiques « hybrides » où s'accumulent les traits propres à plusieurs périodes écoulées, les comportements et les habitudes marqués par la longue durée, les relations encastrées dans les milieux sociaux donnés, les conflits qui ont fait advenir les règles stabilisatrices et constitué la trame des consensus sociaux précaires. Ce sont autant de dynamiques de continuités qui se développent au sein même des plus profondes ruptures systémiques.

On pense ici aux différents marchés consolidés sous le communisme de manière concomitante à l'émergence des travailleurs de force (les stakhanovistes), et adossés aux bureaucraties politiques. En URSS, dans les années 1930, l'imposition des nouvelles formes d'organisation du travail a provoqué d'incessants conflits avec pour enjeu crucial la domination sans partage du parti dans les collectifs de travail et la soumission des jeunes venus de la campagne. En Europe de l'Est, dans les années 1950, l'extension de méthodes strictement identiques a opposé les nouveaux « héros » aux techniciens et ouvriers qualifiés, représentants des classes ouvrières d'avant-guerre. On pense également aux leaders politiques charismatiques propres à des milieux sociaux particuliers sous le communisme et dans les périodes post-coloniales. Leur émergence s'est opérée au sein d'environnements faiblement institutionnalisés, donnant lieu à des affrontements idéologiques, ethniques, religieux, économiques, considérables. Il en va de même de l'examen des différentes évolutions de ces individus au sein d'ensembles économiques, sociaux et politiques davantage stabilisés sous l'effet d'une règle plus largement acceptée dans les régimes ultérieurs.

Mais le marché n'est pas le lieu de la seule clarté, comme tant de ses thuriféraires ont voulu le faire penser après 1989, en Europe comme en Asie, n'hésitant pas à lui imputer une « valeur » morale supérieure aux autres types d'échange. On l'a dit plus haut, si l'économie capitaliste de marché est supérieure en termes d'efficacité (c'est-à-dire de rationalité technique) aux autres types d'échanges économiques, elle n'est pas exempte de contradiction, loin de là. L'économie de marché le laisse largement voir, lorsque oublieuse des conditions d'émergence matérielle de l'échange et du rapport à l'objet produit qu'elle ne devrait jamais perdre de vue, elle laisse filer la spéculation financière hors de tout contrôle, l'autorisant à jouer toute chose sur des fins aléatoires. Les deux types d'économie, post-communiste et post-coloniale, regorgent de cas concrets et il serait à coup sûr instructif de comparer les crises économiques dans chaque aire.

Mais plus encore, c'est le concept forgé par Weber de « bureaucratie patrimoniale » qui s'avère décisif pour notre analyse comparée. En effet, il nous permet de comprendre le mélange des genres

qui fait qu'à une organisation dominée par les règles légales-rationnelles correspond en fait des critères de sélections empruntés davantage à la tradition ou à la préférence subjective. Là où l'on s'attendrait à la sélection des fonctionnaires pour garantir l'impartialité de la règle, on trouve en réalité d'autres critères, cette fois faits d'attachement au chef, de dépendance au patron, de clientélisme, ce que l'on appelle le patronage. En réunissant dans un même concept deux ordres distincts – la bureaucratie et la notion de règle d'une part, avec le concept de patrimonialisme et la notion d'ordre traditionnel d'autre part – Weber nous fournit une des clés de compréhension non seulement de l'ordre communiste, qu'il soit de type soviétique européen ou de type sud-est asiatique, mais de ceux qui leur on succédé. En Europe centrale et orientale, la règle de droit imposée après 1989 par les investisseurs étrangers s'est très souvent accommodée de pratiques douteuses, en permettant à ces derniers de contourner les accords qu'ils avaient pourtant eux-mêmes signés. En ce sens, la corruption n'a pas seulement été le fait du maintien des anciens responsables communistes à leurs postes de direction. De la même façon, plus tôt, l'ordre colonial n'a pas imposé un ordre fait de clarté et de régularité, propre à un système prétendument « supérieur ». Il s'est en réalité moulé dans les organisations et les habitudes préexistantes, profitant largement des relations de patronage. Cela a eu pour conséquence de laisser souvent en place les organisations de village, la magie et les différentes chefferies, le tout coexistant avec des règles davantage bureaucratisées, propre à des activités et des secteurs économiques particuliers. Ces formes de « bureaucratie patrimoniale » se sont trouvées d'autant mieux transmises dans la période post-coloniale que plusieurs groupes sociaux avaient occupé antérieurement des postes de direction, notamment dans les grandes propriétés des colons ou encore dans les administrations. Les mêmes relations ont ainsi perduré, sur la base de la même arrogance et du mépris à l'égard du peuple.

Ce sont autant de pistes pour une mise en perspective comparée des aires régionales qui ouvre, au final, sur la comparaison des formes de domination autoritaire et démocratique, leur capacité à aménager la dynamique d'ouverture des échanges à la globalisation, l'inclusion de règles de droit, la mise en place d'institutions publiques et la spécialisation des fonctionnaires, la mise au point de politiques de redistribution.

Bibliographie

Aron Raymond, *La Sociologie allemande contemporaine*, Paris, PUF, 1981, p. 82-126.

Bafoil François, *Europe centrale et orientale, globalisation européanisation et changement social*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006 (trad. anglaise, Palgrave MacMillan 2009 ; trad. chinoise, CASS 2010).

Bafoil François, « Weber critique de Marx, éléments d'une interprétation de la crise des systèmes bureaucratiques communistes », *L'Année sociologique*, vol. 48, n°2, 1998, p. 385-415.

Beetham David, *Max Weber and the Theory of Modern Politics*, Cambridge, Polity Press, 1985.

Bendix Reinhard, *Work and Authority in Industry. Ideologies of Management in the Course of Industrialization*, New York, John Willey & Sons, 1956.

Bendix Reinhard, *Max Weber, an Intellectual Portrait*, Berkeley, University of California Press, 1978.

Colliot Thelene Catherine, *Max Weber et l'histoire*, Paris, PUF, 1990.

Colliot Thelene Catherine, *La Sociologie de Max Weber*, Paris, La découverte, 2006.

Eisenstadt Samuel N., "The exit from communism", *Daedalus: Journal of American Academy of Arts and Sciences*, vol. 12, n°2, 1992, p. 21-41.

Eisenstadt Samuel N., "Introduction", in *Max Weber on Charisma and Institution Building*, edited and introduced by S. N. Eisenstadt, Chicago and London, University of Chicago Press, 1968.

Freund Julien, *Etudes sur Max Weber*, Genève, Librairie Droz, 1990.

Hennis Wilhelm, *La problématique de Max Weber*, Paris, PUF, 1996.

Kaesler Dirk, *Max Weber, sa vie son œuvre, son influence*, Paris, Fayard, 1996.

Lowenthal Richard, "The ruling party in mature society", in M. G. Field (ed.), *The Social Consequences of Modernisation in Communist Systems*, Baltimore, John Hopkins Univresity, 1979.

Von Mises Ludwig, *Le Socialisme*, Paris, Librairie de Médicis, 1935.

Mommsen Wolfgang, *The Political and Social Theory of Max Weber*, Cambridge, Polity Press, 1989.

Mommsen Wolfgang, *Max Weber et la politique allemande 1890-1920*, Paris, PUF, 1985.

Perroux François, *La Stratégie du développement*, Paris, Aubier, 1980.

Plessz Marie, « Stratification sociale et générations en Europe centrale post-communiste », thèse de doctorat soutenue à l'IEP de Paris, 18 juin 2009, 472 pages.

Raynaud Philippe, *Max Weber, les dilemmes de la raison moderne*, Paris, PUF, 1987.

Weber Max, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965.

_____ *Sociologie de la religion*, Paris, Gallimard, 1996.

_____ *Zwei Gesetzen, Gesammte Politische Schriften*, Tübingen, JC B. Mohr, 1988.

_____ *Economie et société, tome 1 (Les catégories de la société)*, Paris, Plon, 1995.

_____ *Economie et société, tome 2 (L'organisation et les puissances de la société dans leur rapport de l'économie),* Paris, Plon, 1995.

_____ *Essai sur le sens de la « neutralité axiologique » dans les sciences économiques et sociologiques*, Paris, Plon, 1965.

_____ *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964.

_____ *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, 1959.

_____ *Wirtschaft und Gesellchaft*, Tübingen, Fünfte Auflage, 1985.